

Performance du modèle de bancassurance diversifié : Crédit Mutuel Alliance Fédérale réalise un exercice 2024 au plus haut niveau historique (4,1 Md€ de résultat net) dans un environnement difficile.

La première année du plan stratégique *Ensemble Performant Solidaire* se clôture avec des résultats au plus haut niveau. Avec un produit net bancaire (PNB) de 16,6 milliards d'euros (+3,4 %) et un résultat net de 4,1 milliards d'euros (+0,2 %), Crédit Mutuel Alliance Fédérale confirme la pertinence de ses choix stratégiques de bancassureur universel diversifié.

Cette performance solide est réalisée dans un contexte défavorable pour la banque de détail en France. Les réseaux bancaires ont été pénalisés par la faiblesse de la demande de crédits, le rattrapage post-Covid des défaillances d'entreprises, les provisions pour risque non avéré et le pincement de la marge d'intérêt. L'assurance progresse fortement avec un résultat net contributif historique de 983 millions d'euros. Les métiers spécialisés² progressent également fortement avec un résultat net de 1,1 milliard d'euros (+30,0 %).

Les frais généraux sont maîtrisés. Ils s'établissent à 9,3 milliards d'euros (+0,9 %) et reflètent les investissements stratégiques du groupe et son pacte social fort. Avec 66 milliards de capitaux propres et un CET1 de 18,8 % au 31 décembre 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale est une fois de plus l'une des banques les plus solides de la zone euro.

Premier établissement financier engagé dans la démarche d'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a fait de son Dividende sociétal un puissant outil d'engagement. En 2024, 574 millions d'euros ont ainsi été mobilisés pour soutenir des entrepreneurs engagés pour le climat, porter des offres de bancassurance inclusives et accompagner les associations locales comme les grandes ONG.

Résultats au 31 décembre 2024	2024	2023	Évolution
PRODUIT NET BANCAIRE RECORD	16 610 M€	16 060 M€	+3,4 %
<i>dont banque de détail</i>	12 347 M€	12 273 M€	+0,6 %
<i>dont assurance</i>	1 439 M€	1 188 M€	+21,1 %
<i>dont métiers spécialisés</i>	2 916 M€	2 724 M€	+7,1 %
FRAIS GÉNÉRAUX MAÎTRISÉS EFFET CISEAUX POSITIF	-9 259 M€	-9 173 M€	+0,9 %
COÛT DU RISQUE EN AUGMENTATION LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET À LA HAUSSE DES PROVISIONS POUR RISQUE AVÉRÉ (47 %) ET NON AVÉRÉ (53 %)	-2 071 M€	-1 296 M€	+59,8 %
RÉSULTAT NET AU PLUS HAUT NIVEAU	4 124 M€	4 115 M€	+0,2 %
DIVIDENDE SOCIÉTAL	574 M€	439 M€	+30,8 %

CROISSANCE DES FINANCEMENTS ³		
Crédits à l'habitat 264,4 Md€ -0,2 %	Crédits à l'équipement 144,6 Md€ +2,3 %	Crédits à la consommation 57,4 Md€ +5,1 %

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE SOLIDE	
Ratio CET1⁴ 18,8 %	Capitaux propres 66 Md€

¹ Les procédures d'audit annuel des comptes au 31/12/2024 sont en cours. La réunion du conseil d'administration arrêtant les comptes s'est tenue le 6 février 2025. L'ensemble de la communication financière est disponible sur le site Internet : www.bfcm.creditmutuel.fr et est publiée par Crédit Mutuel Alliance Fédérale en application des dispositions de l'article L451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

² Les métiers spécialisés regroupent la banque de financement, les activités de marché, le capital-investissement, la gestion d'actifs et banque privée. ³ Évolution des encours calculée sur 12 mois. ⁴ Estimé au 31 décembre 2024, l'intégration du résultat dans les fonds propres est soumise à l'approbation de la BCE.

« Crédit Mutuel Alliance Fédérale réalise à nouveau une performance financière de très haut niveau. Cela démontre la pertinence de son modèle de bancassurance diversifié et décentralisé et de ses orientations stratégiques, ainsi que la compétence et l'engagement de ses femmes et hommes. Entreprise à mission, nous faisons bouger les lignes dans tous nos métiers et nous continuons à créer toujours plus de valeur, pour la partager avec nos sociétaires, nos salariés et la société, avec l'ambition de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus durable. Performance et solidarité vont de pair ; le dividende sociétal est un puissant outil pour le démontrer. » **Daniel Baal, Président**



« L'année 2024 a démontré toute la pertinence du plan stratégique 2024-2027 Ensemble Performant Solidaire. Son cap nous guide jusqu'en 2027 pour accroître et diversifier nos revenus, notamment dans l'assurance ainsi que dans la banque de financement, la gestion d'actifs et la banque privée qui réalisent d'excellentes performances. Cet exercice démontre également la forte résilience de nos activités grâce à un modèle mutualiste performant et diversifié. » **Eric Petitgand, Directeur général**

1. Des résultats au plus haut démontrant la pertinence du plan stratégique Ensemble Performant Solidaire

Malgré les incertitudes économiques et politiques, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a maintenu le cap de son plan stratégique 2024-2027 Ensemble Performant Solidaire, avec à la clé des résultats à nouveau au plus haut niveau historique. Ils démontrent la pertinence de la stratégie de diversification d'un bancassureur différent au service de ses clients et sociétaires.

Première année réussie pour le plan stratégique

L'année 2024 est la première année du plan stratégique 2024-2027 Ensemble Performant Solidaire. Ayant suscité l'adhésion des élus et collaborateurs de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, il démontre toute sa pertinence.

Le résultat net du groupe se stabilise à son plus haut niveau historique à 4,1 milliards d'euros (+0,2 %). Cette performance a été obtenue en affirmant comme priorité la conquête, avec un **PNB de 16,6 milliards d'euros (+3,4 %)** et des **frais généraux maîtrisés à -9,3 milliards d'euros (+0,9 %)**.

Groupe mutualiste et coopératif plaçant les valeurs de liberté, de responsabilité et de solidarité au cœur de son développement, Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche la **meilleure efficacité opérationnelle du secteur avec un coefficient d'exploitation de 55,7 %**.

La pertinence de la stratégie de diversification

Le modèle mutualiste diversifié a une nouvelle fois démontré sa force et sa résilience. Les activités soumises à un contexte défavorable sont largement compensées par les autres métiers.

Le résultat net des réseaux résiste à 1,2 milliard d'euros (-33,5 %) en raison d'une faible demande de crédits à l'habitat, du pincement des marges d'intérêts et de la hausse du coût du risque. Parce que devenir propriétaire de sa résidence principale est le projet de vie de nombreux de ses clients et sociétaires, le groupe a continué de prêter et marquer sa différence en faisant sauter le verrou du CDI sur le prêt immobilier.

Le résultat net contributif du Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM) atteint quant à lui un niveau record, à 983 millions d'euros (+19,7 %). La collecte nette en assurance vie du GACM en France, très dynamique, ressort à 2,8 milliards d'euros (+73 %), soit 9,4 % de la collecte nationale¹. Le nombre de contrats atteint 37,9 millions (+2,6 %), en progression dans toutes les catégories. Ces résultats témoignent de la pertinence du choix de mutualiser les grands nombres en assumant sa responsabilité d'assureur dans les territoires exposés aux sinistres climatiques et en proposant des offres différenciantes telles que le tiers-payant intégral en

assurance santé (Carte Avance Santé) ou l'assurance emprunteur sans sélection médicale pour ses clients fidèles.

Au Crédit Mutuel Alliance Fédérale, tous les clients et sociétaires disposent d'un conseiller dédié non commissionné de proximité, qu'ils soient particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises ou associations. Connaissant parfaitement leurs besoins, les 25 000 collaborateurs des réseaux Crédit Mutuel et CIC les accompagnent dans tous leurs projets.

Stratégie multiservice :

Des choix gagnants

- **Assurances : 37,9 M de contrats (+2,6 %)**
 - dont auto : 3,2 M de contrats (+3,1 %)
 - dont habitation : 3,1 M de contrats (+2,1 %)
 - dont prévoyance : 2,8 M de contrats (+0,9 %)
 - dont santé : 0,7 M de contrats (+3,1 %)
- **Box et Téléphonie : 1,4 M d'abonnés (-1 %)**
- **Télesurveillance : 368 000 d'abonnés (+5,2 %)**

Les métiers spécialisés progressent également fortement avec un résultat net de 1,1 milliard d'euros (+30,0 %). Plus que jamais désireux d'être un partenaire des grandes entreprises dans leur développement en France et à l'étranger, le groupe entend accroître sensiblement sa présence sur ce marché d'ici fin 2027. En 2024, le résultat net de la banque de financement a doublé à 396 millions d'euros sous l'effet de son développement, de la hausse des marges d'intérêts, des commissions ainsi qu'une diminution du coût du risque. Le capital-investissement se distingue également (286 millions d'euros, +11,7 %) tout comme les activités de marché (192 millions d'euros, +30,6 %).

Pilier de diversification du groupe, le crédit à la consommation atteint un résultat net de 489 millions d'euros (+1,5 %). Cette solidité résulte de la performance de TARGOBANK Allemagne qui enregistre sur son activité de

¹ Collecte nette 2024 des assureurs : 29,4 milliards d'euros (France Assureurs).

crédit consommation un résultat net de 412 millions d'euros en hausse de +8,9 %. Malgré un contexte difficile, Cofidis Group enregistre un résultat net de 77 millions d'euros (-25,3 %).

Résistance du modèle diversifié face à la hausse du coût du risque

La situation d'incertitude affecte les comportements des acteurs économiques. Pour les réseaux bancaires en France, la collecte d'épargne ressort à 483 milliards d'euros (+0,3 %) alors que les encours de crédits stagnent à 527

milliards d'euros (+1,0 %). La fin des mesures de soutien public à l'activité économique se traduit par une hausse des défaillances. Le coût du risque atteint -2,1 milliards d'euros (+59,8 %), en raison notamment de la **constitution de provisions supplémentaires pour risque non avéré liée à la dégradation des perspectives économiques**.

Avec un CET1 de 18,8 % estimé au 31 décembre 2024, un LCR moyen de 177,03 % et une gestion prudente de sa liquidité, **Crédit Mutuel Alliance Fédérale confirme sa place parmi les banques de la zone euro les plus solides**.

2. Crédit Mutuel Alliance Fédérale, un groupe qui continue d'affirmer sa différence

Premier établissement financier engagé dans la démarche de l'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale revendique sa différence. Avec la mobilisation de ses collaborateurs, il met la technologie au service de l'humain, entend être exemplaire dans la lutte contre le changement climatique et se développer à l'échelle européenne.

Un pacte social fort

Crédit Mutuel Alliance Fédérale attache une grande importance à la valorisation de ses collaborateurs en reconnaissance de leur contribution à ses succès. Son pacte social fort se distingue ainsi depuis près d'une décennie parmi les acteurs du secteur.

Les négociations annuelles obligatoires pour 2025 ont été approuvées à l'unanimité par ses partenaires sociaux. Elles se sont traduites par une augmentation générale de +1,5 %, une enveloppe d'augmentations individuelles de +2,2 % et un abondement de 2 100 euros sur l'épargne salariale.

Le groupe investit continuellement dans la qualité de vie au travail. À cet égard, le regroupement des collaborateurs au sein de caisses ou d'agences de plus grande taille permet de pouvoir se concentrer sur leurs objectifs, de bénéficier d'un meilleur encadrement ainsi que de perspectives d'évolutions de carrières, tout en améliorant la qualité de service aux clients. Convaincu que le sport est un gage de santé et de bien-être, le groupe a été partenaire de la Grande Cause Nationale 2024 avec l'opération « Bouge trente minutes chaque jour » pour inciter aux pratiques physiques et sportives.

Des technologies mises au service de l'humain

Crédit Mutuel Alliance Fédérale est un établissement financier pionnier dans l'adoption de l'intelligence artificielle (IA), lancée dès 2016. Utilisée chaque jour par ses conseillers, l'IA a libéré en 2024 un million d'heures de travail administratif pour leur permettre de continuer à servir au mieux leurs sociétaires et clients.

En 2024, le groupe a adopté sa Charte pour une intelligence artificielle de confiance pour veiller à ce que l'IA et les données demeurent au service de ses valeurs mutualistes. Élaborée avec le concours de son comité de mission - réunissant des élus mutualistes, des représentants des salariés et des experts indépendants -, elle applique notamment les plus hauts standards de transparence, de responsabilité et de protection de la vie privée.

Pour conserver son avance dans l'intelligence artificielle, **Crédit Mutuel Alliance Fédérale et Euro-Information ont étendu leur collaboration avec IBM en 2024.** Alors que 35 cas d'usages d'IA génératives sont développés, les collaborateurs bénéficient déjà de premières solutions pour les aider dans leurs missions (synthèse de documents, transcription de rendez-vous, etc.).

Opérant en tant que banque industrielle souveraine, le groupe inaugurera deux datacenters en Bourgogne au premier semestre 2025. Ils sont certifiés Tier IV Facility, soit le plus haut niveau de performance et de sécurité.

2025 sera aussi l'année de la phase industrielle de la mutualisation des distributeurs automatiques de billets avec Cash Services opéré par 2SF au service d'une pérennisation des DAB en zone rurale.

Un outil structurant pour accompagner la transition écologique

L'Institut Mutualiste pour l'Environnement et la Solidarité a été lancé en 2024 parce que Crédit Mutuel Alliance Fédérale a la conviction que les établissements financiers doivent prendre toute leur part face aux fractures qui traversent notre société.

Les banques ont un rôle à jouer pour financer un avenir moins carboné alors qu'elles portent les deux tiers des investissements des entreprises et la quasi-totalité des projets des particuliers. L'assurance a également un rôle à jouer en mutualisant les grands nombres afin de protéger le présent et construire l'avenir.

Dans le cadre de son plan stratégique, **le groupe s'est fixé l'objectif de réduire de -20 % l'empreinte carbone de son bilan d'ici à 2027 en cohérence avec l'Accord de Paris sur le Climat.** Un choix réaffirmé avec la publication de ses engagements au sein de la Net-Zero Banking Alliance (NZBA), un programme mondial sous l'égide des Nations Unies pour atteindre la neutralité carbone à 2050.

Être présent en Europe et défendre la souveraineté européenne

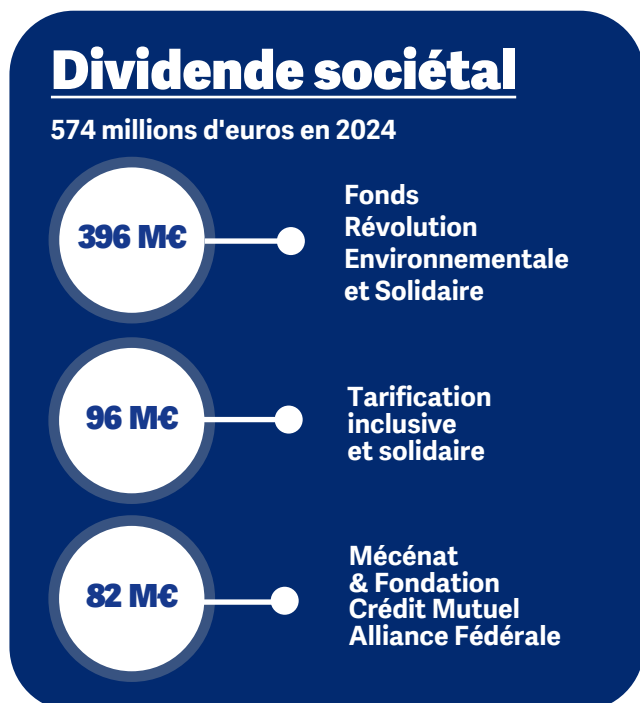
Crédit Mutuel Alliance Fédérale est un groupe de bancassurance européen **dont le deuxième marché domestique stratégique est l'Allemagne.** En 2024, le groupe a ouvert sa filiale ACM Deutschland avec la volonté de développer son modèle de bancassureur en Allemagne dès 2026, notamment sur l'assurance de personnes.

Parallèlement, avec d'autres acteurs bancaires, Crédit Mutuel Alliance Fédérale innove pour permettre aux clients de bénéficier d'une solution française et européenne souveraine en matière de paiement : WERO. Depuis novembre 2024, elle est embarquée sur les applications Crédit Mutuel Pay et CIC Pay. Il s'agit d'une étape clé pour renforcer la confiance des consommateurs avec des solutions de paiement sécurisées respectueuses de leur intimité numérique, mais également pour contribuer à l'essor de l'économie avec des transactions plus rapides et parfaitement fiables.

Pour faciliter les paiements internationaux, Crédit Mutuel Alliance Fédérale est devenue la première banque de réseau à supprimer les frais bancaires pour les paiements par carte à l'international dans la plupart de ses packages. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2025, 5,5 millions de ses sociétaires et clients peuvent payer à l'étranger par carte bancaire gratuitement et en illimité. Cette initiative prolonge la suppression de ces frais pour les jeunes de moins de 25 ans initiée par le groupe dès juillet 2024.

3. Dividende sociétal 2024 : plus d'un demi-milliard d'euros pour la transition climatique et solidaire

À l'heure où les besoins de solidarité et les effets du dérèglement climatique s'intensifient, Crédit Mutuel Alliance Fédérale, première banque entreprise à mission, a su mobiliser son Dividende sociétal, outil inédit de partage de la valeur. En 2024, 574 millions d'euros ont ainsi été engagés pour soutenir des actions concrètes, soit plus d'un milliard d'euros en seulement deux ans.



Fonds Révolution Environnementale et Solidaire : 396 millions d'euros engagés pour financer la décarbonation de l'économie

En 2024, le fonds Révolution Environnementale et Solidaire a engagé 396 millions d'euros dans de nombreux projets à forte plus-value environnementale initiés par des start-up et des entrepreneurs qui s'engagent dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Avec un champ d'application large, ce fonds investit dans des thématiques essentielles de la transformation environnementale comme le « mieux se loger », le « mieux se nourrir », le « mieux produire » et le « mieux préserver et valoriser ». Sans objectif de rendement financier cible, il a permis d'engager plus de 750 millions d'euros depuis sa création en 2023.

D'ici la fin de l'année 2025, il devrait être doté de plus d'un milliard d'euros. Une nouvelle preuve de l'engagement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale à répondre à l'urgence climatique.

Services bancaires solidaires : 96 millions d'euros pour accompagner les sociétaires et clients

Banque de proximité et banque de tous, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a consacré l'équivalent de 96 millions d'euros¹ de son Dividende sociétal en 2024 pour concevoir des produits et services bancaires et assurantiels solidaires et inclusifs pour ses clients et sociétaires.

En matière de solidarité et d'inclusion, le groupe a ainsi permis à 200 300 particuliers de souscrire à un prêt immobilier sans aucune formalité médicale faisant suite à l'initiative du Crédit Mutuel de supprimer dès 2021 le questionnaire de santé pour l'assurance emprunteur à ses clients fidèles ; à 20 580 épargnants de profiter en 2024 d'un taux boosté à 3,5 % du Livret d'Épargne pour les Autres qui permet de

partager tout ou partie de ses intérêts avec des associations ; ou encore aux femmes victimes de violences conjugales de souscrire à un compte bancaire gratuit, non connu du conjoint et non rattaché au domicile conjugal. Banque partenaire du monde associatif, il a également permis à près de 95 000 associations – dont 22 524 en 2024 – de bénéficier gratuitement d'un package bancaire.

+200 000
bénéficiaires de la suppression du questionnaire de santé.

Pour permettre au plus grand nombre d'accéder à la propriété y compris aux malades et aux anciens malades, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a supprimé, dès 2021, le questionnaire de santé pour la souscription à un prêt immobilier pour ses clients fidèles.

Au 31 décembre 2024, 200 300 clients du Crédit Mutuel et du CIC bénéficiaient de cette assurance-emprunteur sans surprime ni exclusion.

Pour répondre aux besoins de la jeunesse, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a lancé le Prêt Étudiant Solidaire à 0 % et sans frais de dossier. Il a permis à 26 802 étudiants de financer leurs études.

Pour faire face au défi majeur de la transmission des exploitations et accompagner les agriculteurs vers une agriculture bas carbone, Crédit Mutuel Alliance Fédérale – deuxième banque du monde agricole – a lancé le Prêt destallation Agri au taux bonifié de 2 %. Dédiée aux nouveaux agriculteurs et viticulteurs qui s'engagent dans une exploitation agricole durable, cette solution de financement permet de faciliter la transmission des exploitations agricoles.

Enfin, pour préserver l'environnement et encourager l'utilisation des mobilités douces, 28 548 clients ont pu bénéficier depuis son lancement en juin 2023 du prêt vélo à 0 % distribué dans les caisses de Crédit Mutuel et les agences du CIC, et par sa filiale Cofidis, fortement engagée dans le cyclisme. Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'est également mobilisé pour accompagner la transition énergétique de ses clients en lançant un prêt à 0 %, qui préfinance les aides de l'État. Sans intérêt ni frais de dossier et remboursable in fine, ce prêt leur permet de financer leurs travaux de rénovation.

Mécénat et Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale : 82 millions d'euros distribués

En 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a parachevé l'organisation de son mécénat et la définition de ses priorités d'actions jusqu'à 2027. Le groupe a de nouveau été au rendez-vous de la solidarité en 2024 à hauteur de 82 millions d'euros, faisant de Crédit Mutuel Alliance Fédérale la première entreprise mécène en France².

La Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale a contribué pour 56 millions d'euros. En juin dernier, elle a versé plus de 4 millions d'euros à 56 associations pour faciliter l'inclusion des jeunes en situation de handicap en milieu scolaire et professionnel. En décembre dernier, la

¹ 96M€ déterminés par référence à la valeur théorique des services hors tarification solidaire et inclusive.

² Classement des 20 entreprises les plus généreuses en mécénat financier en France, Equanifty/Carenews, 13 novembre 2024.

Fondation s'est mobilisée en urgence pour apporter son soutien à l'archipel de Mayotte, durement frappé par le cyclone Chido, en versant 1 million d'euros à la Croix-Rouge française présente sur l'île pour aider les sinistrés. Un don abondé à la même hauteur par les sociétaires et clients du Crédit Mutuel et du CIC.

Très présente sur les enjeux de précarité, la fondation soutient également des projets axés sur la conservation de la biodiversité dans les territoires. Pour son engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique et ses actions de

solidarité, **elle s'est vu décerner en 2024 le Grand prix de la Philanthropie** (catégorie lutte contre le changement climatique).

Les actions de la Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont complétées par le **mécénat de proximité** des caisses locales et fédérations de Crédit Mutuel, banques régionales du CIC, des filiales, des métiers spécialisés et de ses fondations internes **pour 24 millions d'euros** et par le **mécénat de compétences**.

Des produits et services bancaires inclusifs et solidaires

en 2024 pour les sociétaires et clients



**Package
bancaire
associations**



**Prêt
vélo
à 0%**



**Prêt
étudiant
solidaire à 0%**



**Avance Aide
Rénovation
Énergétique**



**Offre Livret
d'Épargne
pour les Autres**



**Prêt
Installation
Agri**



**Frais
bancaires
de succession**



**Compte bancaire
contre
les violences
conjugales**

SOMMAIRE

1.	RÉSULTATS CONSOLIDÉS	7
1.1.	Résultats financiers	7
1.2.	Structure financière	9
1.3.	Notations	10
1.4.	Chiffres clés	11
1.5.	Organisations des métiers	12
2.	BANQUE DE DÉTAIL ET CRÉDIT À LA CONSOMMATION EN FRANCE ET EN EUROPE	13
2.1.	Le réseau bancaire	13
	2.1.1. Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel, Beobank et BECM	13
	2.1.2. Réseau de bancassurance du CIC	15
2.2.	Le crédit à la consommation	15
	2.2.1. Cofidis Group	15
	2.2.2. TARGOBANK	16
2.3.	Les filiales métiers	16
3.	ASSURANCE	18
4.	MÉTIERS SPÉCIALISÉS	19
4.1.	Gestion d'actifs et banque privée	19
4.2.	Banque de financement	22
4.3.	Activités de marché	23
4.4.	Capital-investissement	24
5.	AUTRES MÉTIERS : INFORMATIQUE, LOGISTIQUE, PRESSE ET AUTRES	25
6.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	26
6.1.	Liquidité et refinancement	26
6.2.	Encours de crédits et de dépôts	27
6.3.	Indicateurs alternatifs de performance	29
6.4.	Indicateurs alternatifs de performance (IAP), réconciliation avec les comptes	30
7.	ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DE CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	31
8.	ÉTATS FINANCIERS DE CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	32

Contacts presse :

Aziz Ridouan – 06 01 10 31 69 – aziz.ridouan@creditmutuel.fr

Relations presse – 03 88 14 84 00 – com-alliancefederale@creditmutuel.fr

Contact investisseurs :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – bfcf-web@creditmutuel.fr

1. Résultats consolidés

1.1. Résultats financiers

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	16 610	16 060	+3,4 %
Frais de fonctionnement	-9 259	-9 173	+0,9 %
<i>dont contributions au fonds de résolution unique, aux frais de supervision et aux cotisations FGD⁽¹⁾</i>	-83	-292	-71,5 %
Résultat brut d'exploitation	7 351	6 887	+6,7 %
Coût du risque	-2 071	-1 296	+59,8 %
<i>coût du risque avéré</i>	-1 842	-1 477	+24,7 %
<i>coût du risque non avéré</i>	-229	181	n.s
Résultat d'exploitation	5 280	5 591	-5,6 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽²⁾	45	71	-36,2 %
Résultat avant impôt	5 325	5 661	-5,9 %
Impôt sur les bénéfices	-1 201	-1 546	-22,4 %
Résultat net	4 124	4 115	+0,2 %
Intérêts minoritaires	181	174	+4,2 %
Résultat net part du groupe	3 943	3 942	0,0 %

⁽¹⁾ FDG= Fonds de garantie des dépôts.

⁽²⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Produit net bancaire

Malgré un contexte de forte pression sur la marge d'intérêt, dans le prolongement de 2023, Crédit Mutuel Alliance Fédérale démontre la force de son modèle diversifié avec un produit net bancaire qui atteint 16,6 milliards d'euros en 2024, contre 16,1 milliards d'euros en 2023, en hausse de +3,4 %. La dynamique est positive sur les principaux segments d'activité. En effet, les revenus sont en hausse en banque de détail (+0,6 % à 12,3 milliards d'euros), les métiers spécialisés (+7,1 %) profitent d'une activité dynamique et l'assurance (+21,1 %) s'appuie sur un haut niveau de revenus particulièrement en assurance-vie et en assurances de personnes.

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Banque de détail	12 347	12 273	+0,6 %
<i>dont réseaux bancaires</i>	8 243	8 440	-2,3 %
<i>dont crédit à la consommation</i>	3 349	3 131	+7,0 %
Assurance⁽¹⁾	1 439	1 188	+21,1 %
Métiers spécialisés	2 916	2 724	+7,1 %
Gestion d'actifs et banque privée	1 343	1 285	+4,5 %
Banque de financement	687	629	+9,3 %
Activités de marché	525	465	+12,9 %
Capital-investissement	361	345	+4,8 %
Autres métiers⁽²⁾	-91	-125	+26,9 %
PNB CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE	16 610	16 060	+3,4 %

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ Reclassement des frais généraux rattachables aux contrats d'assurance en charges afférentes aux contrats d'assurance classées en PNB.

Le produit net bancaire de la **banque de détail** augmente de +0,6 % par rapport à 2023, avec des tendances positives au sein du crédit à la consommation et des filiales métiers (affacturation, crédit-bail) et un léger recul pour les réseaux bancaires en lien avec la pression sur les marges.

En France, le réseau des caisses de Crédit Mutuel (3,9 milliards d'euros de produit net bancaire) résiste avec des revenus en hausse de +1,8 %. A l'inverse le réseau des agences CIC (3,7 milliards d'euros) et la Banque Européenne du Crédit Mutuel (252 millions d'euros) plus exposés aux baisses des marges voient leur produit net bancaire diminuer.

A l'étranger, TARGOBANK CIB en Allemagne enregistre une baisse de ses revenus (-1,4 % à 73 millions d'euros) tandis qu'en Belgique, le produit net bancaire de Beobank recule légèrement de -1,6 % à 310 millions d'euros.

TARGOBANK AG et Cofidis, orientés dans le crédit à la consommation, profitent d'un redressement de leur marge du fait d'un contexte de remontée des taux en début d'année ; le produit net bancaire de TARGOBANK sur son activité de crédit consommation enregistre une bonne performance en hausse de +8,4 % à 1 882 millions d'euros et celui de Cofidis et ses filiales et succursales en Europe de +5,2 % à 1 468 millions d'euros.

Les revenus contributifs de l'**assurance** s'élèvent à 1,4 milliard d'euros en hausse soutenue de +21,1 % grâce notamment à un niveau de collecte brute historique en assurance-vie, à une amélioration du résultat des assurances de personnes et à une progression du résultat financier.

En **banque privée et gestion d'actifs**, le produit net bancaire progresse (+4,5 %) du fait principalement de la progression des commissions qui compense la baisse de la marge nette d'intérêt des entités de banque privée.

Une forte progression dans l'activité des lignes de métiers de la **banque de financement** se traduit par une hausse des revenus de +9,3 % tirés tant par la marge nette d'intérêt que par les commissions.

Le produit net bancaire des **activités de marché** est très robuste (+12,9 % sur un an) avec des revenus en hausse aussi bien dans le métier investissement que commercial. Dans un contexte de volatilité des taux, le métier investissement produit une belle performance notamment sur les succursales de Londres, New York et Singapour. La bonne dynamique sur l'ensemble des activités commerciales contribue à la progression de leur produit net bancaire.

Malgré un contexte économique marqué par l'incertitude, le **capital-investissement** réalise une belle performance avec une hausse de ses revenus de +4,8 % grâce à un niveau de cessions élevé.

Les revenus des **autres métiers** profitent de la hausse du chiffre d'affaires des filiales informatiques et dans une moindre mesure de celui de la presse (+8,8 %).

Frais de fonctionnement et résultat brut d'exploitation

En 2024, les frais de fonctionnement s'établissent à -9,3 milliards d'euros en hausse de +0,9 %, en ligne avec les objectifs de développement et dans un contexte inflationniste.

La progression des frais de personnel (61 % des frais généraux) de +2,9 % reflète la politique volontariste de fidélisation du capital humain.

La progression des autres charges est faible (+1,9% hors FRU) et représente majoritairement les efforts en matière d'investissements technologiques.

L'effet de ciseau positif permet une amélioration du coefficient d'exploitation qui atteint 55,7 % contre 57,1 % en 2023.

Le résultat brut d'exploitation est en hausse de +6,7 % à 7,4 milliards d'euros.

Coût du risque et résultat d'exploitation

Le coût du risque s'établit pour 2024 à 38 points de base des encours clientèle contre 24 points de base en 2023, année marquée par des reprises de provisions pour risques futurs (coût du risque non avéré). Ainsi le coût du risque non avéré représente la moitié de la hausse du coût du risque rapporté aux encours de crédits (7 points de base sur un total de 14).

En montant, le coût du risque s'élève à -2 071 millions d'euros en 2024 contre -1 296 millions en 2023. Il se décompose en une dotation de -1 842 millions d'euros de coût du risque avéré (statut 3) et une dotation de -229 millions d'euros relative au provisionnement de prudence (coût du risque non avéré) sur des créances saines (statuts 1 et 2) :

- le coût du risque avéré rapporté aux encours clientèle est en progression de près de 7 points de base à 34 points contre 28 points en 2023. Cette hausse s'inscrit dans la tendance déjà observée en 2023. Elle est plus mesurée pour les filiales de crédit à la consommation qui représentent 50 % du coût du risque avéré et plus marquée pour le réseau bancaire (43 % du coût du risque avéré) qui subit une remontée des défaillances d'entreprises. Les métiers spécialisés (5 % du coût du risque avéré) retrouvent un faible niveau de coût du risque avéré à -86 millions d'euros proche de celui de l'année 2022 ;
- le coût du risque non avéré s'inscrit en dotation nette de -229 millions d'euros en raison notamment de transferts importants d'encours sains (S1) vers les sains dégradés (S2) ; l'effet de base est donc particulièrement défavorable puisqu'en 2023 le coût du risque non avéré était en reprise nette de +181 millions d'euros.

Le taux de créances douteuses augmente à 3,2 % contre 2,8 % en 2023 et la couverture des encours douteux s'améliore à 46,0 % contre 46,3 % à fin 2023. Hors PGE, le taux de douteux est inférieur à 3,0 % et la couverture des encours douteux est proche de 50 %.

Encours (en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
Crédits bruts	538 263	532 054	511 668
Créances douteuses brutes	17 121	15 133	13 181
Provisions pour dépréciation des créances	11 159	10 103	9 571
dont provisions pour dépréciations sur encours douteux (Statut 3)	7 882	7 013	6 278
dont provisions pour dépréciations sur encours sains (Statuts 1 & 2)	3 276	3 090	3 293
Part des douteux dans les crédits bruts	3,2 %	2,8 %	2,6 %

Compte tenu de cette dégradation du coût du risque, le résultat d'exploitation est en baisse de -5,6 % sur l'année, à 5,3 milliards d'euros.

Autres éléments

La ligne "gains et pertes nets sur autres actifs et MEE" intègre notamment un *earn out* supplémentaire de 23 millions d'euros lié à la cession d'EIT.

Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt est en baisse de -5,9 % sur un an, à 5,3 milliards d'euros en 2024 contre 5,7 milliards en 2023.

Résultat net

Le résultat net est stable (+0,2 %) à 4,1 milliards d'euros malgré une conjoncture incertaine démontrant la solidité du modèle de bancassurance diversifié.

Le résultat net part du groupe ressort à 3,9 milliards d'euros.

1.2. Structure financière

Liquidité et refinancement¹

La gestion de la trésorerie du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale repose sur des règles prudentes avec un dispositif efficace d'accès aux ressources de marché.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale dispose de nombreux programmes d'émission permettant l'accès aux investisseurs des principales zones au niveau international sous forme d'émissions publiques et privées. Le dispositif est complété par une réserve de liquidité confortable qui respecte les ratios réglementaires et permet de résister à des scénarii de stress sévères.

La BFCM a exécuté sans difficulté son programme de refinancement 2024 de 16 milliards d'euros. Elle a également démarré en avance son programme 2025 pour 1,9 milliard d'euros.

Au total, l'encours des ressources externes levées sur les marchés ressort à 160,5 milliards d'euros à fin décembre 2024, soit une progression de +3,43 % par rapport à fin décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, le ratio LCR moyen est de 177,03 % (vs 162,8 % en 2023).

Le total des réserves de liquidité (119,8 milliards d'euros) permet de couvrir largement les tombées de ressources de marché à 12 mois.

Solvabilité et gestion du capital

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élèvent à 66,0 milliards d'euros contre 62,4 milliards à fin décembre 2023, en hausse de près de 4 milliards grâce au report des résultats.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale affiche une solvabilité très solide, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 18,8 % contre 18,5 % au 31 décembre 2023. Le ratio Tier 1 s'établit également à 18,8 % à fin 2024 et le ratio global de solvabilité atteint 21,0 %.

Les fonds propres prudentiels CET1 atteignent 59,0 milliards d'euros et évoluent de +2,4 % grâce au report du résultat.

Les encours pondérés par les risques (RWA) s'élèvent à 314,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024 (contre 300,7 milliards à fin décembre 2023, soit +4,5 %). Les encours pondérés au titre du risque de crédit représentent 91 % du total, à 284,8 milliards d'euros.

Le rendement des actifs pondérés du risque (RoRWA - *Return on Risk-weighted Assets*) atteint un niveau de 1,32 % à fin décembre 2024 supérieur aux objectifs du plan stratégique 2019-2023 révisé.

Exigence SREP

A la suite des résultats du processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (*Supervisory Review and Evaluation Process, SREP*) conduit en 2024, la Banque Centrale Européenne (BCE) a notifié à la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel pour le périmètre Crédit Mutuel Alliance Fédérale son niveau d'exigence en capital au titre du Pilier 2 (P2R – Pilier 2 obligatoire) à compter du 1^{er} janvier 2025.

L'exigence de fonds propres de Common Equity Tier 1 (CET1) que Crédit Mutuel Alliance Fédérale doit respecter, sur base sous consolidée, est ainsi de 8,85% à compter du 1^{er} janvier 2025 (hors « *Pillar 2 guidance* »), dont :

- 4,50 % au titre de l'exigence Pilier 1 ;
- 2,50 % au titre du coussin de conservation des fonds propres (« *Capital Conservation Buffer* ») ;
- 0,87 % au titre des coussins contra-cycliques² ;
- 0,98 % au titre de l'exigence du « *Pillar 2 requirement* ».

L'exigence de solvabilité globale (« *Total Capital* ») est fixée à 13,12 % y compris 1,75 % de P2R (hors « *Pillar 2 guidance* »).

Avec des ratios³ au 31 décembre 2024 de 18,8 % pour le ratio de CET1 et de 21,0 % pour le ratio de solvabilité global, Crédit Mutuel Alliance Fédérale se situe très au-delà des exigences prudentielles de fonds propres.

¹ Pour plus de détails, se reporter aux informations complémentaires au point 6.1 du présent communiqué.

² Exigence de coussin contra-cyclique sur la base des expositions au 30 juin 2024.

³ Estimés au 31 décembre 2024.

Impact de la réforme Bâle IV

La première application de Bâle IV sur le ratio de CET1 de Crédit Mutuel Alliance Fédérale est négligeable en 2025 avec les mesures transitoires et de -0,40 % hors mesures transitoires. Cette réforme devrait avoir un effet limité sur le CET1 de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sur la durée du plan stratégique 2024-2027.

1.3. Notations

La solidité financière et la pertinence du modèle d'affaires sont reconnues par les trois agences de notation qui notent Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le groupe Crédit Mutuel :

	Contrepartie LT/ CT**	Émetteur/Dette senior préférée LT	Perspective	Dette senior préférée CT	Notation intrinsèque ***	Date de la dernière publication
Standard & Poor's ⁽¹⁾	AA-/A-1+	A+	Stable	A-1	a	07/11/2024
Moody's ⁽²⁾	Aa3/P-1	A1	Stable	P-1	a3	19/12/2024
Fitch Ratings * ⁽³⁾	AA-	AA-	Stable	F1+	a+	07/01/2025

* La note Issuer Default Rating est stable à A+

** Les notes de contrepartie correspondent aux notations des agences suivantes : Resolution Counterparty Rating chez Standard & Poor's, Counterparty Risk Rating chez Moody's et Derivative Counterparty Rating chez Fitch Ratings.

*** La notation intrinsèque correspond à la note Stand Alone Credit Profile (SACP) chez Standard & Poor's, à la note Adjusted Baseline Credit Assessment (Adj. BCA) chez Moody's et à la note Viability Rating chez Fitch.

⁽¹⁾ Standard & Poor's : note groupe Crédit Mutuel.

⁽²⁾ Moody's : notes Crédit Mutuel Alliance Fédérale/BFCM et CIC.

⁽³⁾ Fitch Ratings : note Crédit Mutuel Alliance Fédérale (en tant qu'entité prépondérante du Groupe Crédit Mutuel)

Malgré une année marquée par des actions sur le rating souverain de la France (dégradation le 31 mai 2024 pour S&P et perspective négative le 11 octobre 2024 pour Fitch Ratings), ces agences ont confirmé, en 2024 (07 novembre 2024 pour S&P) et début 2025 (07 janvier 2025 pour Fitch Ratings), les notations externes et les perspectives stables attribuées à Crédit Mutuel Alliance Fédérale et au groupe Crédit Mutuel. Ceci reflète l'efficacité opérationnelle, la récurrence des résultats basée sur un modèle d'affaires diversifié, le faible profil de risque ainsi que la solidité des fondamentaux financiers. Moody's a, quant à elle, dégradé le rating souverain de la France le 14 décembre 2024 avec des conséquences mécaniques sur les banques françaises les mieux notées (perte du support gouvernemental dont elles bénéficiaient) au premier rang desquelles Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Ainsi dans le détail des notations Moody's, certains instruments du groupe ont été dégradés le 17 décembre 2024, à savoir : le *Counterparty Risk Rating* (à Aa3), le *Counterparty Risk Assessment* (à Aa3(cr)), les dépôts junior (à A1) et la dette senior préférée (à A1).

1.4. Chiffres clés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale¹

(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Structure financière et activité		
Total du bilan	932 209	913 530
Capitaux propres (yc résultat de l'exercice et avant distribution)	66 048	62 379
Crédits nets à la clientèle	527 104	521 951
Épargne totale	963 185	931 738
- dont dépôts de la clientèle	482 741	481 095
- dont épargne assurance	111 263	105 920
- dont épargne financière bancaire (gérée et conservée)	369 181	344 722

	31/12/2024	31/12/2023
Chiffres clés		
Effectifs inscrits fin de période (des entités sous contrôle du groupe)	77 127	77 283
Nombre de points de vente	4 207	4 361
Nombre de clients (en millions)	31,0	31,3
Nombre de sociétaires (en millions)	6,5	6,3

Ratios clés

Coefficient d'exploitation	55,7 %	57,1 %
Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits (pb)	38	24
Résultat net / actifs réglementaires (RoRWA)	1,32 %	1,42 %
Rentabilité des actifs (ROA)	0,44 %	0,46 %
Crédits / dépôts	109,2 %	108,5 %
Ratio global de solvabilité (estimé pour 12/2024)	21,0 %	20,7 %
Ratio CET1 (estimé pour 12/2024)	18,8 %	18,5 %

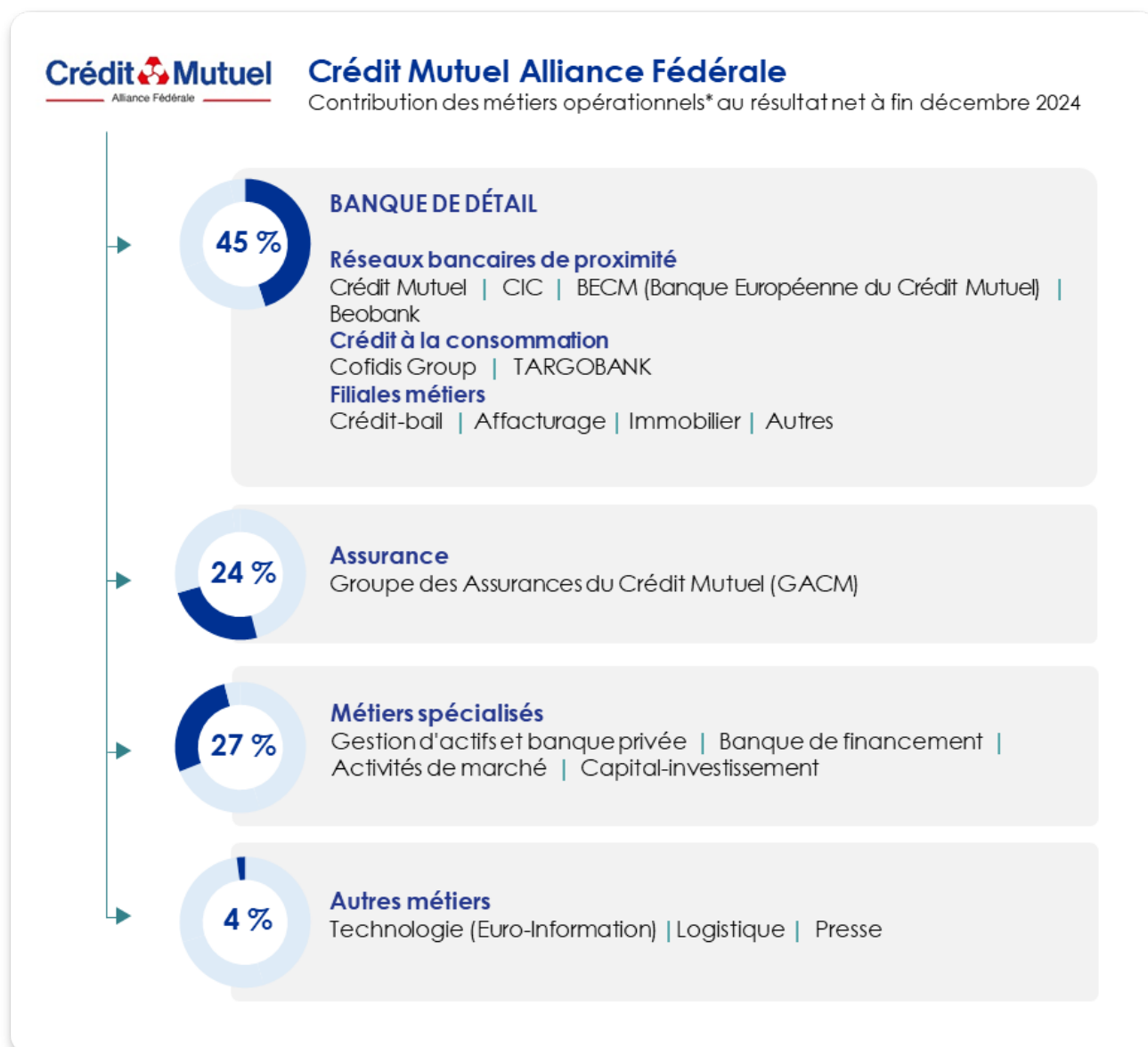
(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultats		
Produit net bancaire	16 610	16 060
Frais de fonctionnement	-9 259	-9 173
Résultat brut d'exploitation	7 351	6 887
Coût du risque	-2 071	-1 296
Résultat d'exploitation	5 280	5 591
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽²⁾	45	71
Résultat avant impôt	5 325	5 661
Impôt sur les bénéfices	-1 201	-1 546
Résultat net	4 124	4 115
Intérêts minoritaires	181	174
Résultat net part du groupe	3 943	3 942

⁽²⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

¹ Chiffres consolidés des caisses Crédit Mutuel Centre Est Europe, Sud-Est, Île-de-France, Savoie-Mont Blanc, Midi-Atlantique, Loire-Atlantique et Centre Ouest, Centre, Normandie, Dauphiné-Vivarais, Méditerranéen, Anjou, Antilles-Guyane, Massif Central et Nord Europe, de leur caisse fédérale commune, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et l'ensemble de ses filiales, notamment le CIC, Euro-Information, les Assurances du Crédit Mutuel (ACM), TARGOBANK, Cofidis Group, la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM).

1.5. Organisation des métiers

Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose une large gamme de services à ses clients particuliers, professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles. Son offre regroupe la bancassurance, cœur de métier du groupe, qui rassemble les activités de banque de détail et d'assurance. Crédit Mutuel Alliance Fédérale exerce également son expertise dans d'autres secteurs comme la gestion d'actifs et banque privée, la banque de financement, les activités de marché ou encore le capital-investissement. Enfin, d'autres filiales spécialisées (technologique, presse) viennent au service de la clientèle.



* Hors métier « Holding ».

2. Banque de détail et crédit à la consommation en France et en Europe

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	12 347	12 273	+0,6 %
Frais de fonctionnement	-7 835	-7 836	— %
Résultat brut d'exploitation	4 512	4 437	+1,7 %
Coût du risque	-1 947	-1 049	+85,7 %
Coût du risque avéré	-1 756	-1 200	+46,3 %
Coût du risque non avéré	-192	151	-226,9 %
Résultat d'exploitation	2 565	3 388	-24,3 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	-1	5	-122,2 %
Résultat avant impôt	2 564	3 393	-24,5 %
Impôt sur les bénéfices	-714	-965	-26,1 %
RÉSULTAT NET	1 850	2 428	-23,8 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

Le secteur de la banque de détail regroupe trois métiers :

- le réseau bancaire constitué des caisses locales de Crédit Mutuel, des 14 fédérations, du réseau CIC, de la Banque Européenne du Crédit Mutuel et de Beobank ;
- le crédit à la consommation composé de Cofidis Group et de TARGOBANK Retail ;
- les filiales métiers regroupant les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par les réseaux : crédit-bail mobilier et location avec option d'achat, crédit-bail immobilier, affacturage, vente et gestion immobilière.

2.1. Le réseau bancaire

2.1.1 Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel, Beobank et BECM

2.1.1.1. Réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel et Beobank

En 2024, le réseau de bancassurance de proximité, pilier de l'activité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale - représente près de 26 % du produit net bancaire global. A 4,2 milliards d'euros, le produit net bancaire affiche une progression de +1,5 %, portée par l'amélioration des marges des crédits à la clientèle et la hausse des commissions.

Les frais de fonctionnement se maintiennent à 3,1 milliards d'euros (+1,4 %). Il en résulte un résultat brut d'exploitation en croissance de près de +2 %.

Le coût du risque global augmente à -280 millions d'euros contre -31 millions d'euros en 2023. Cette évolution s'explique d'une part par une augmentation du risque avéré et d'autre part par une reprise des provisions pour risque futur dans un contexte comportant certaines incertitudes (notamment économiques et fiscales) à court et moyen terme. Il en résulte une forte hausse du coût du risque non avéré passant d'une reprise nette de 98 millions d'euros à une dotation nette de -64 millions d'euros à fin décembre 2024.

Ainsi en l'absence d'élément exceptionnel, le résultat avant impôt est en baisse à 848 millions d'euros. Le résultat net contributif s'inscrit également en recul à 613 millions d'euros.

■ ACTIVITÉ DU PÉRIMÈTRE DES CAISSES DE CRÉDIT MUTUEL

À fin décembre 2024, le nombre de clients du réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel atteint 8,8 millions, en hausse de +0,9 % (+79 000). Les particuliers, représentant 86 % du nombre total de clients, évoluent de +0,6 %. Sur le marché des professionnels et des entreprises, la progression est plus importante en proportion avec respectivement +2,8 % (+19 600 clients) et +4,3 % (+2 600 clients).

Les dépôts confiés par les clients des caisses s'élèvent à 189,5 milliards d'euros à fin décembre 2024, en progression de +3,3 % sur un an.

Les transferts des comptes courants au profit des comptes rémunérés se sont ralentis au cours de l'année 2024 (-1,2 % contre -10,9 % en 2023).

À fin décembre 2024, le niveau d'épargne réglementée¹ reste stable à 89,1 milliards d'euros.

La collecte reste importante sur les livrets Bleu et sur les livrets A dont les encours progressent de +7,0 % atteignant 41,5 milliards d'euros. Comme en 2023, l'instabilité des marchés financiers a conduit les clients à se tourner vers des produits à la fois liquides et sécurisés. Ainsi, l'épargne réglementée a bénéficié d'un contexte favorable avec des rémunérations encore attractives sur l'année 2024. Depuis février 2023 et pour toute l'année 2024 encore, les livrets Bleu et les livrets A ainsi que les livrets de développement durable et solidaire (LLDS) affichent un taux de rémunération de 3 %.

Par ailleurs, les rémunérations attractives proposées ont également profité aux comptes à terme et aux livrets d'épargne populaire et se traduisent par une hausse des dépôts négociés de 7 milliards d'euros pour atteindre près de 32 milliards d'euros en fin 2024.

Les encours de crédits se maintiennent à 184,8 milliards d'euros à fin décembre 2024. Malgré la hausse des taux des crédits immobiliers, les encours de crédits habitat et ceux des crédits d'équipement se stabilisent respectivement à 143,7 milliards d'euros et 27,5 milliards d'euros. Les encours de crédits à la consommation progressent de (+2,4 %) à 9,1 milliards d'euros. Les déblocages de crédits reculent de -21,6 %, à 25,3 milliards d'euros contre 32,2 milliards un an plus tôt.

La stratégie multiservice se traduit par des niveaux d'équipements des clients majoritairement en progression :

- le stock de contrats d'assurance de biens et de personnes (hors assurance-vie et assurance emprunteur) continue de progresser (+2,3 % depuis la 1^{er} janvier) et atteint 13,5 millions ;
- les contrats de téléphonie mobile diminuent légèrement (-2,8 % sur un an) au nombre de 822 000 abonnements ;
- les abonnements de télésurveillance du domicile sont en forte hausse (+6,2 %) avec portefeuille de plus de 240 000 contrats à fin 2024.

À fin décembre 2024, le réseau de bancassurance des caisses de Crédit Mutuel réalise un produit net bancaire de 3,9 milliards d'euros (+1,8 %) s'appuyant sur une progression de la marge d'intérêt (en hausse de +1,1 %) et du niveau de commissionnement (+1,4 %).

Les frais de fonctionnement sont en hausse de (+1,7 %) à -2,9 milliards d'euros.

Le coût du risque global augmente à -264 millions d'euros, intégrant une hausse du coût du risque avéré (-205 millions d'euros) couplée à une évolution défavorable du coût du risque non avéré (-60 millions d'euros).

L'activité du périmètre des caisses de Crédit Mutuel affiche un résultat net de 571 millions contre 725 millions d'euros à fin décembre 2023.

■ ACTIVITÉ DE BEOBANK

Beobank propose des produits de bancassurance en Belgique. Au cours de l'exercice 2024, Beobank a poursuivi sa croissance en ce qui concerne les encours, et aussi en évolution nette de clients, malgré un contexte économique qui montre des signes de ralentissements.

La qualité du portefeuille de crédit et d'investissement se maintient. Les encours de crédits s'élèvent à 9,4 milliards d'euros à fin 2024, +7,8 % par rapport à fin 2023, tirés par les crédits à la consommation (+0,7 %), les crédits hypothécaires (+10,5 %) et les crédits aux professionnels (+12,2 %). Le portefeuille d'assurances de biens progresse de +14 %. Parallèlement, les encours de dépôts s'élève à 8,5 milliards d'euros (+13,3 % à fin 2024).

Le produit net bancaire est en baisse. Le coût des dépôts a fortement évolué à la hausse en 2024 par rapport à 2023, ce qui grève la marge d'intérêt. Ces effets sont partiellement compensés par la hausse des revenus (en volume et en taux d'intérêts) des crédits à la consommation et prêts habitats. L'évolution favorable des swaps de couverture permet de contenir la baisse du PNB. Les commissions sont également en hausse due à une meilleure production en épargne financière et à une activité cartes en hausse.

Les charges d'exploitation sont en baisse par rapport à 2023. Une dotation de provision exceptionnelle en 2023, compensée partiellement par l'inflation se répercute sur l'ensemble des postes. Le coefficient d'exploitation est en légère amélioration par rapport à fin 2023 (75,1 % à fin 2024).

À fin 2024, le résultat de Beobank s'élève à 42,4 millions d'euros. Le résultat avant impôts de 61,2 millions d'euros est en légère baisse par rapport à fin 2023.

2.1.1.2. Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)

La BECM est la filiale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale au service de l'économie des régions, sur le marché des entreprises et des professionnels de l'immobilier. S'appuyant sur l'expertise de ses collaborateurs et de l'ensemble des services des centres de métiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, la BECM accompagne près de 21 000 clients.

En 2024, la BECM a mis à disposition de ses clients de nouveaux moyens dans le domaine des flux, de l'international, du crédit-bail immobilier et de la gestion d'actifs, pour plus de réactivité et de proximité.

La production de crédits d'investissement en 2024, représente 1,6 milliard d'euros pour les entreprises et 957,8 millions d'euros pour les foncières et investisseurs immobiliers. Les accords de crédits court terme aux professionnels de l'immobilier atteignent 1,6 milliard d'euros.

Les crédits à la clientèle diminuent de -1,8 %, à 18,3 milliards d'euros fin 2024. Plus de la moitié de cette baisse des encours de crédits est imputable aux effets de l'amortissement des PGE. Les ressources comptables augmentent de +5,3 %, à 13,5 milliards d'euros.

Le produit net bancaire ressort à 252,0 millions d'euros et le résultat net est de 42,2 millions d'euros.

¹ Livret Bleu, livret A, LDD, LEP, CEL, livret jeune, PEL, PEP.

2.1.2. Réseau de bancassurance du CIC

A fin décembre 2024 le nombre de clients du réseau bancaire s'établit à près de 5,7 millions en hausse de 1,1 % depuis le début de l'année représentant un gain net de plus de 63 000 clients. L'ensemble des marchés est en croissance portée par le marché professionnel et entreprise en augmentation nette de plus de 24 000 clients (+2,1 %), tandis que le marché des particuliers s'améliore de +0,9 % à près de 4,5 millions de clients.

Les dépôts sont en légère croissance à 176,2 milliards d'euros (+0,2 %), la collecte sur les dépôts rémunérés compensant le repli sur les comptes courants.

La décollecte est moins importante qu'en 2023 sur les comptes courants et les livrets non réglementés avec un recul des encours respectivement de -2,6 % à 77,1 milliards d'euros et -17,7 % à 12,3 milliards d'euros.

Les livrets réglementés progressent mais moins rapidement qu'en 2023 avec +9,8 % à plus de 27,7 milliards d'euros d'encours.

De même pour les dépôts négociés qui après une croissance de 26,6 milliards d'euros en 2023 augmentent de près de 3,9 milliards d'euros en 2024 pour atteindre 48,7 milliards d'euros.

Les encours de crédit sont en légère augmentation sur l'année 2024 pour s'établir à 177,2 milliards d'euros.

La production de crédits s'établit à 33,2 milliards d'euros contre 38,9 milliards en 2023.

L'encours des crédits habitat se stabilise à 103,4 milliards d'euros. Les crédits de trésorerie sont en repli de -17,8 % à 10,2 milliards d'euros en lien avec l'amortissement des PGE.

En revanche, les encours de crédits consommation et de crédits d'investissement poursuivent leur progression avec respectivement +2,3 % à 6,8 milliards d'euros et +4,6 % à 56,8 milliards d'euros.

Sur l'année 2024 le niveau d'équipement des clients s'améliore :

- Le stock de contrats d'assurance (hors assurance-vie et assurance emprunteur) augmente de 3,3 % sur un an à près de 6,8 millions ;
- Les services de télésurveillance poursuivent leur développement de +3,4 % à plus de 127 000 contrats ;

A fin décembre 2024, le recul de la marge d'intérêt (-12,2 %) est partiellement compensé par la croissance des commissions (+2,8 %) générant un PNB en repli de -4,1 % à 3,7 milliards d'euros.

Les frais de fonctionnement diminuent de -1,8 % à -2,4 milliards d'euros portant le résultat brut d'exploitation à près de 1,3 milliard d'euros.

Le coût du risque est évalué à -506 millions d'euros soit une augmentation nette de -271 millions d'euros par rapport à 2023, tiré, pour la partie risque avéré, par une hausse des défaillances d'entreprises et pour la partie non avéré par un provisionnement de prudence sur la clientèle entreprise, particulièrement exposée aux incertitudes économiques et fiscales.

Le résultat avant impôts s'élève à 736 millions d'euros pour un résultat net de 542 millions d'euros en baisse.

2.2. Le crédit à la consommation

2.2.1. Cofidis Group

A travers ses trois marques commerciales, Cofidis, Monabanq, Créatis et son GEIE SynerGIE, Cofidis Group crée, vend et gère uniquement à distance une large gamme de services financiers et bancaires pour les particuliers et les commerçants partenaires. Implanté dans neuf pays - France, Belgique, Espagne, Italie, Portugal, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie et Pologne -, Cofidis Group est depuis plus de 40 ans l'un des principaux acteurs du crédit à la consommation et de la banque digitale en Europe (prêts personnels et crédits à la consommation, solutions de paiement, services bancaires, assurance, rachat de créances et partenariats) et emploie plus de 6 300 collaborateurs au service de ses clients.

En matière d'activité, Cofidis Group a réalisé une bonne année, avec une production qui dépasse les 10 milliards d'euros, en hausse de +8 % par rapport à 2023. L'activité progresse de manière équilibrée entre les canaux de recrutement des clients en direct et via les partenariats. L'encours brut de crédit progresse de +8 % par rapport à fin 2023 pour dépasser les 21 milliards d'euros.

Le développement de l'activité banque à distance de Monabanq se poursuit sur un rythme soutenu appuyé par une campagne de communication d'envergure lancée en septembre 2024. Les encours de dépôts et l'épargne financière progressent de +9 % par rapport à 2023 pour atteindre 1,2 milliards d'euros.

L'exercice est marqué par le retour à la croissance de la marge d'intérêts après deux années de baisse, consécutive à la forte hausse du coût de refinancement. Les commissions progressent significativement grâce à l'activité commerciale dynamique sur les partenariats.

Les frais généraux sont en augmentation par rapport à 2023 en lien avec la croissance d'activité de Cofidis Group. Les coûts marketing progressent en raison, d'une part, de la campagne de communication de Monabanq et, d'autre part, de la relance de l'activité commerciale ralentie en 2022 et 2023 au vu du contexte économique.

Le coût du risque reste sur un niveau maîtrisé. Les entrées en impayés augmentent depuis fin 2023 et les performances du recouvrement se dégradent légèrement. Toutefois ces deux indicateurs restent sur des niveaux supérieurs à ceux d'avant crise sanitaire.

Le résultat net de Cofidis Group s'élève à 66 millions d'euros.

2.2.2. TARGOBANK

TARGOBANK bénéficie de près de 100 ans d'expérience sur le marché bancaire allemand. Implantée dans plus de 250 villes allemandes, elle répond aux besoins de 3,8 millions de clients particuliers, professionnels et grandes entreprises. Elle privilégie les produits bancaires simples et compétitifs, la qualité du service et les relations durables et de proximité avec ses clients au travers de son réseau d'agences et de la banque digitale.

TARGOBANK propose des services diversifiés de financement des entreprises et des particuliers, des produits d'épargne, d'assurances et de gestion patrimoniale ainsi que des solutions d'affacturage et de crédit-bail. Dans le cadre du plan stratégique 2024-2027, la banque poursuit son développement de bancassurance sur le deuxième marché domestique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Sur le métier de la banque de détail, la production de prêts personnels amortissables s'élève à 6,1 milliards d'euros en 2024, en augmentation de +6,1 %. Les encours de crédits progressent de +7,6 % à 23,3 milliards d'euros, tandis que les dépôts atteignent 32,1 milliards d'euros, en hausse de +10,1%. L'activité de distribution de prêt à la consommation via des tiers est dynamique grâce à la conquête de nouveaux partenariats significatifs.

Le métier Leasing a poursuivi son développement avec une croissance de +10,2 % des crédits d'investissements et du crédit-bail. Le volume de l'activité de factoring est en baisse de -4,1 %, dû à la baisse des prix des marchandises et l'environnement économique dégradé.

Le portefeuille crédits du segment Corporate & Institutional Banking est resté stable en dépit de la conjoncture.

Le PNB est en croissance de +8 %. Les frais généraux sont stables malgré l'inflation et la hausse des salaires.

Le coût du risque est en forte hausse (+65 %), affecté mécaniquement par la croissance du portefeuille de crédits aux particuliers et la détérioration de l'environnement économique, notamment sur les activités de financements aux entreprises.

En 2024, le résultat avant impôt de TARGOBANK s'établit à 607 millions d'euros.

2.3. Les filiales métiers

Au sein de la banque de détail, les métiers d'appui - crédit-bail, affacturage, immobilier - dégagent, après versement des commissions aux réseaux apporteurs, un produit net bancaire de 754 millions d'euros en forte hausse (+7,3 %) et un résultat net de 178 millions (contre 167 millions en 2023).

2.3.1 L'affacturage et la mobilisation de créances

La filière affacturage de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dédiée aux entreprises et aux professionnels, est constituée de deux entités en France : Crédit Mutuel Factoring et Factofrance. Crédit Mutuel Factoring, centre de métier historique du groupe, commercialise ses solutions dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC. Factofrance distribue ses produits en direct grâce à des commerciaux dédiés et des apporteurs tels que des courtiers en assurance-crédit, experts-comptables, etc. En Allemagne, les activités d'affacturage sont réalisées par TARGOBANK sous les enseignes TARGO Factoring et Commerzfactoring, *joint-venture* avec Commerzbank.

Le volume de créances achetées par Crédit Mutuel Factoring et Factofrance atteint 106,4 milliards d'euros en 2024 en hausse de +2,9 % par rapport à 2023. La part d'activité à l'international représente 35,6 % du chiffre d'affaires global. Les encours de la filière affacturage à fin d'exercice s'établissent à 14,3 milliards d'euros, en légère hausse de +0,5 %.

Le produit net bancaire affiche une croissance de +1,5 % sur un an à 442 millions d'euros.

Au total, le résultat net contributif de la filière s'élève à 149 millions d'euros contre 153 millions d'euros en 2023.

2.3.2. Le crédit-bail mobilier et immobilier

2.3.2.1. Crédit Mutuel Leasing et CCLS (Leasing Solutions)

La filière leasing de Crédit Mutuel Alliance Fédérale est un acteur majeur du financement locatif d'équipements avec une part de marché supérieure à 17 %¹ en France. Depuis plus de 60 ans, la filière est spécialisée dans le financement des biens d'équipement en crédit-bail et en location.

La filière distribue ses produits via différents canaux de distribution. Au sein des réseaux bancaires, la commercialisation est portée par Crédit Mutuel Leasing. Les offres de financement locatif sont distribuées sous la marque Crédit Mutuel Leasing dans le réseau Crédit Mutuel et sous la marque CIC Leasing au sein du réseau du CIC. À l'international, l'entité finance les investissements des entreprises françaises ayant des filiales ou leur maison mère sur place. Elle répond également aux besoins des entreprises étrangères qui ont des entités ou leur maison mère en France.

La filière *leasing* dispose également d'une force de vente dédiée et distribue ses offres au travers de son propre réseau d'agences et de partenaires. Ces derniers, principalement des distributeurs ou des constructeurs de matériel, recherchent des solutions de financement locatif pour développer leurs ventes. Au 1^{er} janvier 2024, les réseaux commerciaux ont stoppé la distribution sous l'étiquette Bail Actéa afin de lancer une offre commune sous la marque Mutualease à compter du 1^{er} juillet 2024.

¹ Source : calculs internes sur la base de données ASF.

En 2024, la production sur l'ensemble du périmètre est en retrait de -6 % et affiche 6,6 milliards d'euros. L'encours de la filière s'établit à 15,6 milliards d'euros et reste en croissance de +1 % en comparaison à 2023. Avec plus de 1 020 millions d'euros, la production réalisée à l'international représente 15 % de la production totale de la filière.

Le produit net bancaire contributif du crédit-bail mobilier en France (après versement de commissions aux réseaux du groupe) est en hausse de +29 % et atteint 175 millions d'euros. Le résultat net est à l'équilibre (-9 millions d'euros contre -35 millions d'euros en 2023).

2.3.2.2. Crédit Mutuel Real Estate Lease

Crédit Mutuel Real Estate Lease (filiale majoritairement détenue par CIC) est un acteur majeur sur le marché du crédit-bail immobilier en France. Il répond aux besoins d'investissements immobiliers des clients de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Il couvre ainsi les entreprises, les professionnels, les acteurs de l'économie sociale et les institutions. Crédit Mutuel Real Estate Lease propose des financements adaptés pour l'acquisition ou la construction d'immeubles professionnels. Les projets peuvent porter sur des locaux commerciaux, logistiques, industriels, ou encore des établissements de santé, bureaux ou hôtels. L'entité s'appuie sur l'expertise technique, juridique, fiscale, financière et réglementaire de ses spécialistes en région. Ses financements sont distribués sous la marque Crédit Mutuel Real Estate Lease dans les caisses de Crédit Mutuel et sous la marque CIC Real Estate Lease dans les points de vente du CIC.

Après une année 2023 en recul, le marché du crédit-bail immobilier en France s'est fortement dégradé en 2024 (-25 % au premier semestre par rapport au premier semestre 2023). Cette dégradation a eu des répercussions sur l'activité de Crédit Mutuel Real Estate Lease qui est en recul sur l'exercice 2024. Ainsi, le montant des financements octroyés s'établit à 544 millions d'euros, soit une baisse de -30 % par rapport à 2023. Les encours affichent une stabilité à 5,9 milliards d'euros par rapport à 2023.

Les investissements liés à la digitalisation des activités se sont poursuivis en 2024, que ce soit à l'instruction ou à la gestion des dossiers. Depuis le premier semestre, les clients de Crédit Mutuel Real Estate Lease bénéficient ainsi d'un espace dédié au crédit-bail immobilier dans leur banque à distance.

En lien avec la stratégie de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, Crédit Mutuel Real Estate s'engage à accompagner les clients dans leurs projets de transition énergétique. La société propose des solutions de financement adaptées à la construction d'immeubles à haute performance énergétique ou labellisés mais aussi aux travaux de rénovation des immeubles existants ou pour l'installation de procédés de production électrique.

3. Assurance

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net assurance	1 439	1 188	+21,1 %
Frais de fonctionnement	-145	-129	+12,5 %
Résultat brut d'exploitation	1 293	1 059	+22,2 %
Gains et pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	-1	-5	-76,5 %
Résultat avant impôt	1 292	1 054	+22,6 %
Impôt sur les bénéfices	-309	-232	+33,1 %
RÉSULTAT NET	983	822	+19,7 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM), filiale d'assurance de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est au cœur du modèle de bancassurance. Il bénéficie des synergies inhérentes au modèle de bancassurance mutualiste : la force des réseaux de proximité et l'intégration technologique. L'activité d'assurance du groupe permet de protéger les clients sociétaires des réseaux grâce à des offres reposant sur une large mutualisation des risques et des services utiles, solidaires et différenciants.

Le chiffre d'affaires du GACM progresse de +11,3 %¹ par rapport à fin 2023 pour atteindre 15,2 milliards d'euros, porté par une collecte record en assurance-vie et une croissance de l'ensemble des portefeuilles de contrats en assurances de risques, témoignant du dynamisme des réseaux de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Le nombre de contrats en portefeuille atteint 37,9 millions, en progression de +2,6 % par rapport à 2023. En assurance-vie, la collecte brute est inédite à 8,6 milliards d'euros, en hausse de +16,3 % par rapport à 2023. Cette progression concerne tant les fonds en euros (+17,0 %) que les unités de compte (UC, +14,5 %), dont la part dans la collecte brute se maintient au même niveau (28,3 %). Après prise en compte des sorties, qui restent stables, la collecte nette enregistre une hausse de plus d'1 milliard d'euros par rapport à 2023 pour atteindre un record de 2,7 milliards d'euros. Elle est essentiellement réalisée sur les fonds en euros (2,2 milliards d'euros, contre 0,7 milliard d'euros en 2023). Solide et doté de réserves importantes, le GACM sert en 2024 pour la deuxième année consécutive un taux moyen de 2,80 %, bonus de rémunération inclus, sur les fonds en euros de ses contrats d'assurance-vie et de retraite individuelle. Le ratio de Provision pour Participation aux Excédents (PPE) rapportée aux provisions mathématiques des fonds en euros demeure à un niveau élevé, à 6,3 % (contre 6,9 % en 2023).

Le chiffre d'affaires des assurances de risques est en hausse de +5,4 % et s'établit à 6,6 milliards d'euros en 2024. Au détail, la progression des assurances de biens est significative (+7,9 %), portée par la croissance des portefeuilles et les rattrapages tarifaires appliqués pour faire face à la forte inflation des coûts des sinistres. Les assurances de personnes affichent également une croissance soutenue de +4,0 % par rapport à 2023.

Grâce à des fondamentaux techniques solides et un résultat financier bien orienté, la contribution du GACM au produit net bancaire de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'élève à 1 439 millions d'euros, en hausse de +21,1 % par rapport à 2023. Les assurances de personnes et l'assurance-vie, dont l'encours progresse, affichent des résultats en hausse. Le résultat des assurances de biens s'améliore également, le portefeuille du GACM ayant été moins affecté par les événements climatiques que les deux années précédentes. Le ratio combiné des assurances de biens du GACM en normes IFRS retrouve ainsi un niveau proche de l'équilibre, à 100,2 % (contre 102,1 % en 2023). Afin de maîtriser davantage le coût de ses sinistres tout en continuant à offrir la meilleure qualité de service possible à ses assurés, le GACM a fait l'acquisition en 2024 d'une société dédiée au dépannage et à la petite réparation en habitation. Fin janvier 2025, le GACM a également inauguré sa première Station Mobilités, solution innovante de réparation des véhicules et unique sur le marché.

Le résultat financier est en progression, en lien notamment avec une hausse des dividendes perçus et la bonne tenue des marchés financiers internationaux.

Le résultat net contributif du GACM en 2024 s'établit ainsi à 983 millions d'euros, en hausse de +19,7 % par rapport au résultat net contributif 2023 (822 millions d'euros). L'activité d'assurance a également généré 1,7 milliard d'euros de commissions aux réseaux de Crédit Mutuel Alliance Fédérale (+1,6 %).

À fin 2024, les capitaux propres du GACM s'élèvent à 11,0 milliards d'euros, en léger repli de 0,1 milliard d'euros par rapport à fin 2023. Pour rappel, en 2024, le GACM a distribué 1,3 milliard d'euros de dividendes, dont 1,0 milliard de dividende exceptionnel.

¹ Progression à périmètre constant, hors GACM España. Pour rappel, ce dernier a été cédé à Axa le 12 juillet 2023. La variation par rapport au chiffre d'affaires communiqué à fin décembre 2023 est de +9,8 %.

4. Métiers spécialisés

4.1. Gestion d'actifs et banque privée

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	1 343	1 285	+4,5 %
Frais de fonctionnement	-943	-862	+9,5 %
Résultat brut d'exploitation	399	423	-5,7 %
Coût du risque	-66	-75	-12,8 %
Résultat d'exploitation	334	348	-4,1 %
Gains/pertes nets sur autres actifs et MEE ⁽¹⁾	0	2	-99,8 %
Résultat avant impôt	334	350	-4,7 %
Impôt sur les bénéfices	-91	-88	+2,6 %
RÉSULTAT NET	243	262	-7,1 %

⁽¹⁾ MEE = Mises en équivalence = quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence.

Le métier gestion d'actifs et banque privée de Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'articule autour :

- de la holding Groupe La Française qui regroupe depuis le 1^{er} janvier 2024 : Crédit Mutuel Asset Management, La Française Systematic Asset Management, La Française REM, CIC Private Debt, Crédit Mutuel Impact, Cigogne Management, Crédit Mutuel Gestion, New Alpha Asset Management. De plus, le CIC a cédé en décembre 2024 l'entité Crédit Mutuel Épargne Salariale à La Française (15 %) et au Groupe des Assurance du Crédit Mutuel (85 %).

Les expertises de Banque de Luxembourg Investments et CIC Market Solutions sont aussi commercialisées par La Française AM Finance Services, plateforme de distribution. Le groupe La Française apporte aussi ses services à Dubly Transatlantique Gestion ;

- et de la Banque Transatlantique, la Banque de Luxembourg et Banque CIC (Suisse).

Le métier de la gestion d'actifs et banque privée affiche un produit net bancaire en progression de près de 1,3 milliard d'euros, soit 7 % du produit net bancaire des métiers opérationnels de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Les frais de fonctionnement sont en hausse de +9,5 %.

Le résultat net recule de -7,1 % à 243 millions d'euros en 2024, contre 262 millions en 2023.

Ces données n'intègrent pas l'activité banque privée logée au sein du réseau du CIC et de ses cinq banques régionales, soit 206 millions d'euros de produit net bancaire (-3 %) et 95 millions de résultat net (-18 %).

■ ACTIVITÉ GESTION D'ACTIFS

En 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a finalisé le déploiement de son pôle métier de gestion d'actifs au sein de sa filiale **La Française**. Acteur majeur en France et en Europe, La Française conforte son modèle intégré de multi-spécialiste, avec le regroupement de huit sociétés de gestion aux expertises complémentaires, qui partagent désormais une gouvernance, un socle opérationnel et une informatique commune.

L'année 2024 a ainsi été marquée par la réalisation de jalons importants, à savoir la finalisation des opérations capitalistiques et des fusions (le 1^{er} mai 2024, Crédit Mutuel Asset Management a absorbé La Française Asset Management et La Française Finance Services a absorbé Crédit Mutuel Investment Managers), la mise en place des nouvelles organisations, la migration de l'ensemble des infrastructures dans l'univers du Crédit Mutuel Alliance Fédérale et la convergence des outils digitaux.

Ces changements se sont accompagnés d'une nouvelle identité visuelle, reflet du modèle intégré et l'appartenance du groupe La Française au Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Par ailleurs, les équipes ont été regroupés dans un même lieu et une Union Économique et Sociale (UES) commune a été constituée, renforçant ainsi la cohésion au sein du groupe.

La Française commercialise au travers de sa plateforme de distribution, **La Française Finance Services**, l'ensemble des expertises de gestion d'actifs du groupe à une clientèle diversifiée française et internationale. Elle propose une offre compétitive et étendue au travers d'une exposition à l'ensemble des classes d'actifs cotés (près de 80 % du portefeuille d'actifs) et aux expertises non cotées (constituées principalement d'actifs immobiliers).

La Française est présente dans dix pays, assurant ainsi une proximité avec ses clients et les marchés dans lesquels elle investit. Elle poursuit à ce titre une stratégie de développement à l'international et plus particulièrement en Europe.

En tant qu'acteur engagé, La Française a poursuivi en 2024 ses actions visant à conjuguer objectifs de performance et de durabilité dans sa gamme de produits cotés et non cotés, notamment exprimées par l'implémentation de la définition de l'investissement durable.

Le total des revenus de la gestion d'actifs s'élève à 674 millions d'euros avec un résultat courant de 236,5 millions d'euros.

Les encours des différentes sociétés de gestion totalisent près de 190 milliards d'euros à fin décembre 2024.

Les investisseurs continuent à porter un fort intérêt pour le monétaire. La collecte nette au 31 décembre 2024 s'élève à plus de 9 milliards d'euros sur les fonds monétaires de **Crédit Mutuel Asset Management**. Les fonds actions ont bénéficié d'une collecte de près de 521 millions d'euros sur la gamme Convictions. Les fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) enregistrent une collecte de 629 millions d'euros. Crédit Mutuel Asset Management a lancé de nouveaux millésimes de fonds obligataire à échéance afin de répondre à l'engouement des investisseurs. Enfin, Crédit Mutuel Asset Management souhaite élargir son offre en lançant en 2025 des ETF (fonds indiciels cotés) pour satisfaire la demande croissante des investisseurs. Cette initiative s'inscrit dans sa stratégie de diversification et d'innovation financière. Les encours de Crédit Mutuel Asset Management atteignent près de 100 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

En 2024, l'activité commerciale de **Crédit Mutuel Gestion** a permis l'ouverture de 5 883 nouveaux comptes ou contrats se traduisant par un peu plus de 3 milliards d'euros d'apports bruts. Les encours gérés atteignent 16,48 milliards d'euros. Crédit Mutuel Gestion commercialise depuis le dernier trimestre 2024 toutes ses offres dans le réseau Crédit Mutuel Nord Europe. Pour les fonds dédiés, l'offre de gestion s'est enrichie d'un nouveau profil permettant de couvrir une fourchette d'investissement en actifs risqués de 60 à 100 % du fonds.

Acteur incontournable de la classe d'actifs immobiliers au sein de La Française, **La Française REM** a maintenu sa position de leader sur le marché français de l'immobilier collectif, et plus particulièrement en SCPI, malgré un contexte chahuté. En effet, depuis près de deux ans l'immobilier d'entreprise est touché par une conjoncture économique sous pression, ce qui entretient l'attente des investisseurs sur cette classe d'actifs, et a des conséquences sur les valorisations des immeubles et le marché locatif. La collecte s'établit ainsi à 569 millions d'euros à fin décembre 2024 pour un total d'actifs sous gestion de 28 milliards d'euros au travers de sa plateforme de gestion européenne.

CIC Private Debt, expert en dette privée, gère 3,5 milliards d'euros d'actifs sous gestion au 31 décembre 2024, en progression de +17 % par rapport à 2023, pour le compte d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs privés. En 2024, CIC Private Debt a procédé à des levées de fonds pour 760 millions d'euros. Elle a également réalisé une excellente année en matière d'investissements avec 880 millions d'euros déployés au travers de 173 investissements. De plus, l'année 2024 marque l'implantation de l'activité en Allemagne, avec une équipe dédiée à la zone DACH basée à Francfort, et le lancement d'une offre de dette privée retail (UC dédiée) dans le cadre de la loi Industrie verte. En novembre 2024, le succès du placement du 1^{er} CLO (*Collateralized Loan Obligation*), Victory Street CLO I, pour un montant de 305 millions d'euros, auprès d'investisseurs professionnels internationaux conforte l'ambition de CIC Private Debt de développer cette activité et de lancer de prochaines émissions dès 2025. Cette expertise a d'ailleurs été récompensée par la nomination de CIC Private Debt au Global Capital European Securitization Awards 2025.

La gestion alternative, portée par la société de gestion **Cigogne Management** continue à se démocratiser auprès de la cible de clientèle *retail*, notamment avec son fonds classé article 8 SFDR Cigogne UCITS Crédit Opportunités. Désormais référencé auprès des principales plateformes de distribution en France, le fonds approche les 140 millions d'euros d'encours. Pour son 20^{ème} anniversaire, les encours sous gestion de Cigogne Management atteignent 1,5 milliard d'euros au 31 décembre 2024.

Filiale du Groupe La Française et plateforme en architecture ouverte spécialisée dans la sélection de fonds d'investissement sur toutes les classes d'actifs, **NewAlpha Asset Management** gère 3,7 milliards d'euros d'encours à fin d'exercice. En 2024, NewAlpha Asset Management a notamment investi 434 millions d'euros pour le compte du fonds de pension public du comté de Los Angeles (Californie) dans six fonds sélectionnés dans le monde entier. Par ailleurs, NewAlpha Asset Management a lancé une nouvelle activité de multigestion sur-mesure pour répondre à une demande croissante d'externalisation de ses clients qui a collecté près de 120 millions d'euros au cours du dernier trimestre 2024.

L'entité **BLI-Banque de Luxembourg Investments** gère, en collaboration avec Funds For Good (FFG), une gamme de trois fonds Double Impact. L'objectif est de donner accès aux investisseurs à des stratégies d'investissement au sein desquelles la durabilité et l'impact sont tangibles tant au niveau des investissements réalisés dans les fonds qu'au niveau post-investissement au travers des activités d'impact direct et local développées par FFG. Le fonds FFG-BLI Global Impact Equities a récemment obtenu le label *Towards Sustainability* ; l'ensemble de cette gamme de fonds dispose désormais de cette reconnaissance. La société de gestion détient un encours sous gestion de 12,8 milliards d'euros.

Sur l'exercice 2024, les encours gérés par **Crédit Mutuel Impact** ont crû de +69 % pour atteindre 1,1 milliard d'euros au 31 décembre 2024. Cette progression repose principalement sur le déploiement du fonds Révolution Environnementale et Solidaire, abondé chaque année par le Dividende sociétal de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, qui vise à amplifier la transformation des modèles de production et de consommation et à préserver les écosystèmes. Il intervient dans les domaines clés de la transition climatique et environnementale où les besoins sont très importants et les autres acteurs insuffisamment présents. Les investissements réalisés au cours de l'année 2024 ont notamment concerné des sociétés innovantes dans les secteurs de l'énergie, du transport de marchandises à propulsion vélique et de l'agro/agriculture ainsi des actifs forestiers.

■ ACTIVITÉ BANQUE PRIVÉE

Pour le **Groupe Banque Transatlantique**, l'année 2024 se caractérise par la poursuite de la montée en gamme de sa clientèle et les performances commerciales enregistrées par ses filiales, en France comme à l'international malgré un contexte économique incertain.

L'exercice est marqué par une collecte dynamique de capitaux conjuguée à une forte production d'épargne financière (gestion sous mandat, assurance-vie, produits structurés).

Le produit net bancaire progresse de +11 % pour atteindre 226,4 millions d'euros (204,6 millions d'euros à fin 2023) portée par la hausse des commissions financières. La dynamique de gestion de Dubly Transatlantique Gestion permet d'afficher des commissions historiques de performance et de surperformance atteignant 14 millions d'euros (2,2 millions d'euros en 2023).

Le produit net d'intérêts ressort en retrait à 53,3 millions d'euros (71,4 millions d'euros en 2023) suite à la diminution de l'excédent de trésorerie et une forte collecte de comptes à termes initiée en 2023.

Les frais généraux s'établissent à 142,5 millions d'euros (127,7 millions d'euros en 2023), en ligne avec le plan stratégique 2024-2027. Des investissements ont été réalisés en matière de locaux, de projets informatiques, de communication et de recrutements pour accompagner la montée en gamme de la clientèle.

Le résultat net en hausse de +2 % s'affiche à 60,3 millions d'euros.

L'encours d'épargne progresse de +7 % pour s'établir à 67,2 milliards d'euros. L'évolution de l'épargne financière demeure dynamique pour l'ensemble des filiales et lignes métiers, enregistrant 61,7 milliards d'euros (56,5 milliards d'euros en 2023).

Les encours de crédits atteignent 5,5 milliards d'euros (5,3 milliards d'euros en 2023). L'année 2024 est marquée par la progression du taux moyen des crédits à l'habitat (+27 points de base).

En 2024, la **Banque de Luxembourg** continue d'évoluer dans un environnement de taux d'intérêts favorable, bien que moins avantageux qu'en 2023. La Banque a affirmé son positionnement sur ses marchés proches, en s'adressant aux clients privés, aux entreprises et aux professionnels de la gestion d'actifs. Elle maintient des performances solides et continue d'offrir des solutions sur mesure et une expertise reconnue pour accompagner ses clients dans leurs projets à long terme.

Le produit net bancaire s'établit à 413,6 millions d'euros à fin 2024, en diminution de -5 %. Cette évolution s'explique principalement par une baisse de la marge nette d'intérêts de -9 %, à 175,1 millions d'euros, liée à la normalisation progressive de la marge après l'environnement exceptionnel de 2023 marqué par une remontée brusque des taux.

Les commissions nettes ont également enregistré une légère diminution de -4 %, à 226,1 millions d'euros, en raison d'une gestion prudente orientée vers la préservation du patrimoine des clients. Cette approche est alignée sur la vision à long terme de la banque de Luxembourg, en ligne avec les attentes de ses clients.

Le bénéfice net atteint 103,8 millions d'euros, en diminution de -10 % par rapport à l'année remarquable de 2023. Malgré la baisse des revenus issus des commissions et des intérêts, la base clientèle a été renforcée et les encours clients sont en augmentation de +6 %, à 128,4 milliards d'euro à fin 2024. Cette progression témoigne de la solidité de la relation de la Banque avec ses clients et de la pertinence de son approche stratégique dans un environnement économique complexe.¹

La **Banque CIC (Suisse)** déploie en 2024 pour la première année les orientations du plan stratégique 2024-2027 de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Des mesures ont été entreprises dans les domaines des ressources humaines, du marketing avec le repositionnement de la marque, et sur l'offre de produits et services.

En ce qui concerne les marchés financiers, l'année 2024 a été principalement marquée par plusieurs baisses des taux d'intérêt de la Banque Nationale Suisse qui ont influencé le comportement des clients et du marché.

Malgré un environnement économique difficile, le volume des crédits a augmenté de +4 % à 11,1 milliards d'euros. Ceux-ci ont pu être refinancés presque entièrement par l'afflux de dépôts de clients qui ont enregistré une croissance de l'ordre de +3,1 %, atteignant 8,9 milliards d'euros. Les avoirs sous gestion s'élèvent à 20 milliards d'euros, soit une progression de +10,1 %. Le bilan à 14,6 milliards d'euros au 31 décembre 2024 est en hausse de +2,1%.

Le produit net bancaire atteint 216 millions d'euros, en recul de -10,0 % tout principalement en raison de la baisse de la marge d'intérêts. Cette diminution a été partiellement compensée par une progression significative des commissions de +12,6 % à hauteur 48 millions d'euros. Le résultat net en normes IFRS a diminué par rapport à l'année record 2023 et s'établit à 20,3 millions d'euros.

Forte de l'augmentation de capital de 300 millions CHF (319 millions d'euros) octroyée par sa maison-mère et du virage stratégique majeur opéré en 2024, la Banque CIC (Suisse) se positionne comme un partenaire bancaire solide de la place financière suisse en faveur des grandes et moyennes entreprises, des entrepreneuses et entrepreneurs ainsi que des clientes et clients fortunés.

¹ Ensemble des chiffres au 31/12/2024 non audités.

4.2. Banque de financement

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	687	629	+9,3 %
Frais de fonctionnement	-157	-155	+1,3 %
Résultat brut d'exploitation	531	474	+11,9 %
Coût du risque	-82	-168	-50,8 %
<i>Coût du risque avéré</i>	-81	-202	-60,2 %
<i>Coût du risque non avéré</i>	-2	35	-105,7 %
Résultat d'exploitation	448	307	+46,1 %
Gains & pertes/ aut. actifs et MEE	0	8	-100,0 %
Résultat avant impôt	448	315	+42,4 %
Impôt sur les bénéfices	-52	-120	-56,7 %
RÉSULTAT NET	396	195	+103,4 %

Avec ses équipes basées à la fois en France et dans les succursales du CIC à l'étranger (Londres, Bruxelles, New York, Singapour et Hong Kong), la banque de financement offre des services à une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels, dans le cadre d'une approche globale de leurs besoins. Elle appuie également l'action des réseaux « entreprises » pour leur grande clientèle, et contribue au développement de l'activité internationale ainsi qu'à la mise en œuvre de financements spécialisés (acquisitions, actifs, projets).

Les engagements de la banque de financement sont stables à fin 2024 à 69,9 milliards d'euros.

Le produit net bancaire est en progression de +9,3 %, à 687 millions d'euros en 2024, illustrant le bon dynamisme de l'activité.

Le coût du risque s'améliore à -82 millions d'euros, contre -168 millions en 2023.

Le résultat net s'inscrit donc en forte hausse à 396 millions d'euros en 2024, contre 195 millions en 2023.

En 2024, l'activité des **financements structurés** (financement d'acquisitions, financement de projets, financement d'actifs et titrisation) a été dynamique sur l'ensemble de ses lignes métiers. Globalement, la production de crédits est du même ordre que celle de l'année dernière. Fin 2024, le produit net bancaire¹ atteint un record historique et dépasse pour la première fois la barre des 300 millions d'euros (311,1 millions d'euros fin 2024 contre 281,3 millions d'euros fin 2023). Le coût du risque avéré est nul (reprise de provisions avérées) - ce qui permet de générer d'excellents résultats sur l'ensemble des métiers. Les résultats courants avant impôts et hors éléments exceptionnels dépassent les 231 millions d'euros, niveau jamais atteint pour les lignes métiers des financements structurés.

L'activité **grands comptes (CIC Corporate)** accompagne dans leur développement et dans le cadre d'une relation à long terme les grandes entreprises et institutions financières françaises ou étrangères cotées ou non, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 millions d'euros. Dans un contexte de stabilisation de l'inflation et malgré une géopolitique incertaine, les opérations de financement ont repris à un rythme supérieur à celui de 2023. Les revenus sont ainsi en forte augmentation, portés par le maintien de taux de crédit élevés impactant très positivement le produit net d'intérêt ainsi que par une bonne dynamique commerciale notamment liée à des opérations stratégiques ou de sécurisation d'échanges commerciaux en France et à l'international (financements, émissions obligataires, opérations patrimoniales, émissions de garanties, affacturage, etc.).

La **direction des activités à l'international** accompagne les entreprises clientes dans la réalisation de leurs projets à l'international. Malgré un contexte de stress géopolitique et de manque de visibilité, l'accompagnement de ces entreprises s'est poursuivi dans la sécurisation de leurs ventes à l'international : opérations documentaires, garanties internationales, forfaiting, crédits fournisseurs, crédits acheteurs...

À travers sa filiale spécialisée CIC Aidexport, les clients disposent d'aide et de conseils personnalisés pour leur développement à l'international : élaborer un ciblage multi-marché, sélectionner des partenaires, assister à l'implantation commerciale ou industrielle et offrir une analyse fine et réaliste du marché visé. En 2024, près de 220 entreprises ont été accompagnées par CIC Aidexport. Dans ce cadre, les équipes des bureaux de représentation ont joué, pour les clients, un rôle d'ambassadeurs constituant un relais efficace.

Enfin les cinq succursales du CIC localisées en Grande Bretagne, aux États Unis, à Hong Kong, à Singapour et en Belgique ont intensifié l'accompagnement et le financement des clients entreprises dans ces zones stratégiques du monde.

¹ Comptes sociaux.

4.3. Activités de marché

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	525	465	+12,9 %
Frais de fonctionnement	-272	-257	+6,1 %
Résultat brut d'exploitation	252	208	+21,1 %
Coût du risque	2	-5	-146,8 %
Résultat d'exploitation	255	204	+24,9 %
Gains & pertes/ aut. actifs et MEE	-1	0	n.s.
Résultat avant impôt	254	204	+24,5 %
Impôt sur les bénéfices	-62	-57	+9,0 %
RÉSULTAT NET	192	147	+30,6 %

Les activités de marché regroupent les activités commerciales de marché – sous la marque CIC Market Solutions – à destination de la clientèle entreprises et institutions financières, l'activité investissement ainsi que les prestations de post marché au service de ces activités.

Les activités de marché affichent une progression de +12,9 % de son produit net bancaire, à 525 millions d'euros. Les frais de fonctionnement, en hausse de +6,1 %, s'établissent à -272 millions d'euros.

Le résultat brut d'exploitation augmente de +21,1 %, à 252 millions d'euros. Le résultat net global des activités de marché atteint 192 millions d'euros, en progression de +30,6 % (147 millions d'euros en 2023).

CIC Market Solutions connaît une solide dynamique globale sur l'année 2024. Le produit net bancaire IFRS s'établit ainsi à 244 millions d'euros, contre 241 millions d'euros à fin 2023. La stabilité du produit net bancaire s'explique par les éléments de nature comptable. Les revenus économiques ressortent à 271 millions d'euros en 2024 contre 238 millions d'euros en 2023, traduisant la poursuite d'une solide dynamique.

Le **métier Investissement** - incluant la France, les succursales de New York, de Singapour et de Londres - génère, en 2024, un produit net bancaire de 281 millions d'euros contre 224 millions d'euros en 2023, supérieur à la moyenne sur cinq ans.

Les actions des banques centrales avec des baisses successives des taux directeurs et des anticipations très fluctuantes des marchés des taux neutres cibles ont apporté de la volatilité sur les taux mondiaux tant sur les niveaux que sur la forme des courbes. Les tensions géopolitiques multiples n'ont pas freiné des valorisations des marchés actions sur des plus hauts, hors spécificité française. Le marché de crédit a peu fluctué en 2024 en demeurant sur des niveaux serrés.

En 2024, le métier Investissement a été particulièrement actif et a saisi les opportunités qui se sont présentées principalement sur les actifs achetés contre des swaps tant en dollar US qu'en euro. La volatilité des résultats financiers issus des activités d'investissement a été contenue tout au long de l'année.

4.4. Capital-investissement

(en millions d'euros)	2024	2023	Évolution
Produit net bancaire	361	345	+4,8 %
Frais de fonctionnement	-94	-86	+9,3 %
Résultat brut d'exploitation	267	259	+3,3 %
Coût du risque	21	0	n.s
Résultat avant impôt	288	259	+11,6 %
Impôt sur les bénéfices	-2	-2	-2,5 %
RÉSULTAT NET	286	256	+11,7 %

Crédit Mutuel Equity, filiale de capital-investissement de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, accompagne les entreprises à tous les stades de leur développement : en capital innovation pour les start-up, et en capital développement et capital transmission pour les PME et les ETI. La structure conseille également les entreprises dans leurs opérations de fusions-acquisitions via sa filiale CIC Conseil.

Crédit Mutuel Equity finance en capital des projets de croissance et de transformation en France depuis ses huit implantations en région - Paris, Lyon, Nantes, Bordeaux, Lille, Strasbourg, Marseille et Toulouse -, mais aussi à l'international au travers de ses filiales en Belgique, en Suisse et au Canada.

Crédit Mutuel Equity investit durablement les fonds propres du groupe et s'engage aux côtés des dirigeants pour favoriser notamment l'innovation, la croissance et l'emploi. Elle permet également aux entreprises qu'elle accompagne de mener à bien les évolutions nécessaires de leurs modèles d'affaires, de créer de la valeur financière et extra-financière et ainsi de franchir des paliers de développement économique, environnemental ou social.

Preuve de cet engagement dans la durée : plus d'un quart de ces 322 participations sont détenues depuis plus de dix ans. Le renouvellement du portefeuille reste, pour autant, très dynamique et révélateur de la dimension acquise par la structure : sur les trois dernières années, plus de 1,7 milliard d'euros a été cédé et près de 1,6 milliard d'euros a été investi.

L'exercice 2024 a été marqué par un niveau historique de cessions. Malgré un contexte de marché complexe pour les opérations de fusions – acquisitions, et en dépit de nombreuses incertitudes géopolitiques et économiques qui pèsent sur les entreprises, 28 participations ont été cédées, et 897 millions d'euros de produits de cessions ont été générés. Cette performance, remarquable dans le contexte actuel, est étroitement liée à la qualité des actifs détenus en portefeuille et à l'accompagnement sur-mesure des projets de croissance et de transformation.

En ce qui concerne les investissements, 431 millions d'euros ont été investis dans 63 opérations auprès de l'ensemble des régions en France et au travers des filiales internationales.

Au final, et bien que le volume de cessions soit très élevé cette année, le portefeuille en encours investi se maintient à 3,8 milliards d'euros, démontrant la bonne dynamique des métiers de capital-investissement sur l'ensemble de leurs segments. Le portefeuille affiche au global une croissance de près de 780 M€ en prix de revient sur les trois derniers exercices (soit plus de 25 %).

CIC Conseil, entité dédiée aux opérations de fusions-acquisitions, a été confronté au contexte de marché difficile. Cependant, sa proximité des tissus économiques locaux et des entrepreneurs qu'elle accompagne dans la durée lui ont permis de finaliser 18 opérations de fusions-acquisitions, pour un montant total de commissions facturées de près de 9,4 millions d'euros.

Sur l'ensemble du périmètre de Crédit Mutuel Equity et de ses filiales, le total des produits - provenant aux trois quarts de plus-values – clôture à un niveau élevé de 382 millions d'euros. Le résultat net s'établit ainsi à 286 millions d'euros, en hausse de +11,7 %, démontrant la solidité et la performance du modèle déployé qui aura généré plus de 880 millions d'euros de résultats nets cumulés sur les trois derniers exercices.

L'exercice 2024 a permis à Crédit Mutuel Equity d'affirmer une fois encore son positionnement singulier au sein des acteurs du capital investissement. Investisseur socialement engagé, la structure porte une vision utile, durable et humaine de ses métiers. Elle privilégie des montages financiers équilibrés, respectant la temporalité des projets, avec le souci permanent d'une juste redistribution de la valeur créée sur ses opérations pour toutes les parties prenantes : actionnaires, dirigeants et salariés des entreprises accompagnées. Un engagement réel, une constance dans la durée synonyme de stabilité pour les entreprises qu'elle accompagne et une capacité à mobiliser des ressources même dans un quotidien imprévisible.

5. Autres métiers : informatique, logistique, presse et autres

Ce secteur rassemble principalement :

- le métier "technologie" incluant les sociétés informatiques du groupe ;
- le métier "logistique" incluant les structures à vocation logistique ;
- le métier "presse" avec le groupe EBRA (groupe de presse quotidienne régionale de Crédit Mutuel Alliance Fédérale) qui possède neuf quotidiens régionaux et plus de 1 400 journalistes : Le Dauphiné Libéré, Le Progrès, Le Bien Public, Le Journal de Saône et Loire, Le Républicain Lorrain, L'Est Républicain, Vosges Matin, Les Dernières Nouvelles d'Alsace et L'Alsace. Les neuf titres disposent d'un fort ancrage local et couvrent au total 23 départements sur l'ensemble de la façade Est de la France. Le Groupe EBRA est présent avec ses différentes marques sur le print, et le digital ainsi qu'une offre événementielle avec sa filiale EBRA Events et une expertise vidéo via ses filiales EBRA Studios et EBRA Productions ;
- les activités "holding" ;
- le reclassement en produit net bancaire des frais engagés par le réseau au titre de la distribution des contrats d'assurance (application de la norme IFRS17 depuis le 1^{er} janvier 2023).

Le résultat net du secteur "autres métiers" est de +173 millions d'euros, contre +6 millions en 2023 :

- le métier logistique affiche un résultat en hausse à 171 millions (+21,8 %) ; une progression des produits de +18,4 % à 2,9 milliards d'euros, majoritairement constituée du chiffre d'affaires d'Euro-Information. La hausse des charges, de +17,0 % à 2,6 milliards d'euros, traduit la continuité des investissements technologiques ;
- le résultat de l'activité presse est stable (-23 millions contre -22 millions d'euros un an plus tôt) ;
- un résultat net de 25 millions pour les activités "holding".

Zoom sur l'activité presse

Sur un marché de la presse en pleine mutation, impacté par les changements d'usages, le Groupe EBRA continue sa transformation et accélère sa digitalisation. Les revenus publicitaires digitaux sont en croissance de près de +9 % par rapport à 2023.

En 2024, le Groupe EBRA poursuit le développement de son portefeuille d'abonnés (+8 % par rapport à 2023). La mise en place de l'offre jeune, grâce au soutien de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dans le cadre du Dividende sociétal, a permis la conquête de 16 500 nouveaux abonnés entre 18 et 25 ans.

L'offre éditoriale des journaux ne cesse d'évoluer pour répondre aux nouvelles attentes des lecteurs. Ainsi la création de nouveaux formats sur les réseaux sociaux et des communautés engagées représentent près de 3,3 millions de *followers* (en développement de +10 % par rapport à 2023).

En 2024, le groupe a connu une mobilisation sans précédent des rédactions sur différents sujets d'actualité, pour lesquels elles ont déployé des dispositifs sur-mesure et inédits.

En quelques chiffres :

- Mission Europe (élections européennes) : 3,8 millions de visites sur le portail dédié (du 13 février au 8 juillet 2024), 14 270 *followers* sur WhatsApp et 5 000 sur TikTok ;
- Sections élections (législatives inclus) : 17,5 millions de visites (du 1^{er} juin au 8 juillet 2024) ;
- Jeux Olympiques et Paralympiques : 13 millions de visites sur le portail dédié (du 26 juillet au 8 septembre 2024) pour 500 vidéos et 100 000 articles produits.

Les efforts de diversification de revenus se poursuivent en 2024 avec trois acquisitions : Gens d'Événements, agence événementielle d'accompagnement aux transitions, LEO (Loire Événement Organisation), leader dans la production de salons régionaux, et les courses d'aventure Mad Jacques.

La transformation numérique et la diversification ne compensent pas encore complètement l'érosion des revenus issus des ventes de journaux imprimés, cependant, la poursuite des efforts de maîtrise des dépenses d'exploitation, associée à la stratégie de diversification contribue à redresser le résultat opérationnel sur 2024.

6. Informations complémentaires

6.1. Liquidité et refinancement

L'année 2024 a été marquée par des changements politiques de part et d'autre de l'Atlantique, n'empêchant toutefois pas le début du cycle d'assouplissement monétaire des principales banques centrales. L'atterrissage en douceur de l'économie américaine, tant sur le marché du travail que pour l'inflation, a permis à la Fed de baisser ses taux directeurs malgré la réélection de D. Trump qui a alimenté les anticipations d'une politique économique plus expansionniste et inflationniste, qui se sont retranscrites dans l'évolution des actifs. La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont également pu entamer leur cycle de baisses de taux directeurs dans un contexte économique un cran plus dégradé. En effet, l'activité sur le Vieux continent a été moins dynamique qu'aux États-Unis, en raison des fragilités de l'économie allemande et de son industrie ainsi que de l'incertitude politique en France, née de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin.

Le marché obligataire a pleinement profité de cet environnement favorable. Sur leur lancée de 2023, tous les formats et segments ont enregistré des performances positives. Les investisseurs sont à la recherche de portage et de rendement pour tirer avantage de la pentification de la courbe.

Malgré la volatilité des taux, le marché bénéficie également d'une demande soutenue de supports obligataires pour investir les souscriptions (« inflows ») en hausse des fonds obligataires.

Seul le covered bond a souffert au deuxième semestre 2024 de l'écartement des swap spreads et de l'écartement des spreads de liquidité des papiers d'Etat. En France particulièrement, les risques politiques et budgétaires ont provoqué un écartement du spread OAT/Bund au-delà de 80bp.

Dans ce contexte, la BFCM a exécuté sans difficulté son programme de refinancement 2024 de 16 milliards d'euros. Elle a également démarré en avance son programme 2025 pour 1,9 milliard d'euros.

Au total, l'encours des ressources externes levées sur les marchés ressort à 160,5 milliards d'euros à fin décembre 2024, soit une progression de +3,43 % par rapport à fin décembre 2023.

Les ressources courtes de marché monétaire (moins d'un an) représentent un encours de 52,4 milliards d'euros à fin décembre 2024 subissant une légère baisse de -0,23 % par rapport à l'exercice précédent. Elles représentent 33 % de l'ensemble des ressources de marché levées, soit une baisse de -1 point par rapport à 2023.

Les ressources à moyen et long terme (MLT) ressortent à 108,1 milliards d'euros à fin décembre 2024, soit une augmentation de +5,3 % par rapport à l'année 2023. Au 31 décembre 2024, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a levé 18,2 milliards d'euros de ressources à MLT (dont 1,9 milliard d'euros de prefunding 2025) en utilisant majoritairement la signature BFCM, mais également celle de Crédit Mutuel Home Loan SFH, son entité émettrice d'obligations à l'habitat (Covered bonds) qui bénéficie du meilleur échelon de notation par les agences. 79,0 % de ces ressources à MLT ont été levées en euros et le solde en devises étrangères (dollar US, livre sterling, Yen, franc suisse et dollar australien), illustrant la bonne diversification de la base d'investisseurs.

La répartition entre les émissions publiques et les placements privés s'établit respectivement à 80 % et 20 %. La maturité moyenne des ressources à moyen et long terme levées au 31 décembre 2024 s'est allongé pour s'établir à 6,03 ans contre 5,78 ans en 2023.

Programme de refinancement 2024

Au 31 décembre 2024, les émissions sous un format public ont représenté une contre-valeur de 14,5 milliards d'euros et se répartissent de la manière suivante :

- BFCM sous format EMTN senior :
 - 3,0 milliards d'euros sous le format senior à 10 ans pour la première émission et 7 ans pour les deux suivantes, émises respectivement en janvier, mai et octobre,
 - 600 millions de livres sterling à 6 ans, émis en février,
 - 750 millions de dollars australien à 3 ans, émis en mai,
 - 310 millions de francs suisses à 8 ans, émis en janvier,
 - 2,25 milliards de dollars US à 3 et 4 ans, émis respectivement en janvier et juillet sous un format US144A,
 - 137,4 milliards de yens à 3, 5 et 10 ans, émis en octobre sous un format Samourai ;
- BFCM sous format EMTN Non Preferred Senior : 1,25 milliards d'euros à 8 ans, émis fin 2023 en pre-funding 2024 dans le cadre de la gestion du MREL ;
- BFCM sous format EMTN Tier2 : 1,5 milliard d'euros à 10 ans, émis en janvier ;
- Crédit Mutuel Home Loan SFH : 4,25 milliards d'euros en 3 émissions (deux émissions à 7 ans et la dernière à 5 ans) réalisées respectivement en janvier, mars et juillet.

LCR et buffer de liquidité

Sur le périmètre consolidé, la situation de liquidité de Crédit Mutuel Alliance Fédérale est la suivante :

- un ratio LCR moyen sur l'année 2024 de 177,03 % (vs 162,8 % en 2023) ;
- des actifs moyens de liquidité HQLA (*High Quality Liquid Asset*) de 119,8 milliards d'euros, dont 75,3 % déposés auprès des banques centrales (principalement la BCE).

Le total des réserves de liquidité sur le périmètre consolidé se répartit de la façon suivante :

Crédit Mutuel Alliance Fédérale (en milliards d'euros)	31/12/2024
Cash déposé en banques centrales dont encaisses	81,7
Titres LCR (après haircut LCR)	31,6
dont titres HQLA Level 1	25,7
Autres actifs éligibles banques centrales (après haircut BCE)	45,8
TOTAL DES RÉSERVES DE LIQUIDITÉ	159,0

La réserve de liquidité couvre très largement les tombées de ressources de marché à 12 mois.

Opérations de refinancement ciblées

Les différentes enveloppes allouées par la BEI ont vu leurs affectations aux bénéficiaires finaux du réseau Crédit Mutuel Alliance Fédérale se poursuivre au cours de l'année 2024.

L'affectation de l'enveloppe BEI PME et ETI III a été finalisée au premier semestre.

Les enveloppes BEI prêts jeunes agriculteurs et action climatique II et BEI prêts aux professions médicales sont quant à elles toujours en cours, permettant ainsi de continuer à accompagner les clients concernés.

Suite à la signature fin 2023 d'un nouveau contrat avec la BEI exclusivement dédié au financement de projets d'énergie renouvelable de petite et moyenne taille, un premier tirage de 60 millions d'euros a été effectué début janvier 2024, puis un second de 120 millions d'euros en juin 2024.

Enfin, la demande d'une nouvelle enveloppe dédiée au marché des PME et ETI a été approuvée par la BEI fin 2024. Cette dernière est en cours de finalisation pour un montant de 400 millions d'euros dont 40 % minimum devra être affecté à des projets.

6.2. Encours de crédits et de dépôts

Dépôts clientèle

(encours en milliards d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Évolution
Comptes courants	192,2	191,1	+0,6 %
Livrets Bleu & A	58,4	54,2	+7,8 %
Autres livrets	69,2	71,3	-2,9 %
Épargne logement	33,5	37,7	-11,2 %
Dépôts négociés ⁽¹⁾	116,4	107,1	+8,7 %
Autres	13,1	19,7	-34 %
Dépôts de la clientèle	482,7	481,1	+0,3 %
<i>dont épargne réglementée</i>	<i>127,5</i>	<i>124,5</i>	<i>+2,4 %</i>

⁽¹⁾ Comptes à terme et Plan d'Épargne Populaire (PEP).

Les encours de dépôts affichent une croissance modérée de +0,3 %, à 483 milliards d'euros à fin 2024.

La collecte sur les livrets Bleu et A maintient une dynamique positive avec un encours en hausse de +7,8 % (soit 4,2 milliards d'euros), à 58,4 milliards d'euros profitant des arbitrages positifs des autres livrets (-2,9 % à 69,2 milliards d'euros) de tandis que les comptes courants (+0,6 %) se maintiennent à leur niveau de 2023 contrastant avec les sorties importantes de 2023.

La collecte sur les dépôts négociés (116,4 milliards d'euros) ralentit en 2024 avec une hausse limitée à 9,3 milliards d'euros (+8,7 %) à comparer aux 54,8 milliards d'euros collectés en 2023.

Par ailleurs l'épargne logement affiche un recul de -11,2 % à 33,5 milliards d'euros.

Crédits clientèle

(encours en milliards d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	Évolution
Habitat	264,4	264,9	-0,2 %
Consommation	57,4	54,6	+5,1 %
Équipement et crédit-bail	144,6	141,4	+2,3 %
Fonctionnement ⁽¹⁾	49,3	51,7	-4,6 %
Autres	11,3	9,4	+20,7 %
Crédits à la clientèle	527,1	522,0	+1,0 %

⁽¹⁾ Comptes courants débiteurs et crédits de trésorerie.

À fin 2024, les encours de crédits progressent de 5,2 milliards, à 527,1 milliards d'euros contre 522,0 milliards d'euros à fin 2023, soit en hausse de +1,0 % sur un an. Dans un contexte économique incertain, la croissance des encours de crédits ralentit mais reste globalement favorable.

L'encours de crédit habitat se stabilise à 264,4 milliards d'euros (-0,2 %) avec une production en recul sur l'année 2024.

Les encours de crédit consommation poursuivent leur croissance (+5,1 % à 57,4 milliards d'euros) portés par les filiales spécialisées de crédit consommation Cofidis et TARGOBANK.

Les encours de crédit d'équipement et crédit-bail augmentent de +2,3 % à 144,6 milliards d'euros tandis que les crédits de fonctionnement se replient de -4,6 % à 49,3 milliards d'euros, en lien avec le remboursement des PGE.

6.3. Indicateurs alternatifs de performance

Libellé	Définition/mode de calcul	Pour les ratios, justification de l'utilisation
Coefficient d'exploitation	Ratio calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : rapport entre les frais généraux (sommes des postes « charges de personnel », « autres charges générales d'exploitation ») et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles ») et le « produit net bancaire »	Mesure de l'efficacité d'exploitation de la banque
Coût du risque clientèle global rapporté aux encours de crédits (exprimé en % ou en points de base)	Coût du risque clientèle de la note de l'annexe des comptes consolidés rapporté aux encours de crédits bruts de fin de période	Permet d'apprécier le niveau de risque en pourcentage des engagements de crédit bilanciaux
Coût du risque	Poste « coût du risque de contrepartie » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau de risque
Crédits à la clientèle	Poste « prêts et créances sur la clientèle au coût amorti » de l'actif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de crédits
Coût du risque avéré	Actifs dépréciés (S3) voir note annexe « coût du risque de contrepartie »	Mesure le niveau de risque avéré (encours douteux)
Coût du risque non avéré	Pertes attendues à 12 mois (S1) + pertes attendues à maturité (S2) voir note annexe « coût du risque de contrepartie ». Application de la norme IFRS 9.	Mesure le niveau de risque non avéré (sur encours sains)
Dépôts de la clientèle ; dépôts comptables	Poste « dettes envers la clientèle au coût amorti » du passif du bilan consolidé	Mesure de l'activité clientèle en matière de ressources bilanciales
Épargne assurance	Encours d'assurance-vie détenus par nos clients données de gestion (compagnie d'assurance)	Mesure de l'activité clientèle en matière d'assurance-vie
Épargne financière bancaire, épargne gérée et conservée	Encours d'épargne hors bilan détenus par nos clients ou conservés (comptes titres, OPCVM...) - données de gestion (entités du groupe)	Mesure représentative de l'activité en matière de ressources hors-bilan (hors assurance-vie)
Épargne totale	Somme des dépôts comptables, de l'épargne assurance et de l'épargne financière bancaire	Mesure de l'activité clientèle en matière d'épargne
Frais de fonctionnement ; frais généraux ; frais de gestion	Sommes des lignes « charges de personnel », « autres charges générales d'exploitation ») et « dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure le niveau des frais de fonctionnement
Marge d'intérêt ; revenu net d'intérêt ; produit net d'intérêt	Calculé à partir de postes du compte de résultat consolidé : différence entre les intérêts reçus et les intérêts versés : - intérêts reçus = poste « intérêts et produits assimilés » du compte de résultat consolidé publiable - intérêts versés = poste « intérêts et charges assimilés » du compte de résultat consolidé publiable	Mesure représentative de la rentabilité
Ratio crédits/dépôts ; coefficient d'engagement	Ratio calculé à partir de postes du bilan consolidé : rapport exprimé en pourcentage entre le total des crédits à la clientèle et des dépôts de la clientèle	Mesure de la dépendance aux refinancements externes
Rentabilité des actifs (ROA)	Le ratio du rendement moyen de l'actif total se calcule en divisant le résultat net par la moyenne du total actifs sur deux années	Le ROA est un indicateur de performance de la banque. Il mesure le résultat dégagé par rapport aux actifs mobilisés
Taux de couverture global	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S1, S2 et S3) aux encours brut identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3)	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours totaux
Taux de couverture sur créances douteuses	Déterminé en rapportant les provisions constatées au titre du risque de crédit (dépréciations S3) aux encours bruts identifiés comme en défaut au sens de la réglementation (créances brutes faisant l'objet d'une dépréciation individuelle S3).	Ce taux de couverture mesure le risque résiduel maximal associé aux encours en défaut (« douteux »)
Taux de créances douteuses ; taux de CDL	Rapport entre les encours de créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3) et les encours de crédits clientèle bruts (calcul à partir de l'annexe « prêts et créances sur la clientèle » des comptes consolidés : créances brutes + location financement)	Indicateur de qualité des actifs

6.4. Indicateurs alternatifs de performance (IAP), réconciliation avec les comptes

(en millions d'euros)

Coefficient d'exploitation	2024	2023
Frais généraux	-9 259	-9 173
Produit net bancaire	16 610	16 060
COEFFICIENT D'EXPLOITATION	55,7 %	57,1 %

Résultat net / actifs réglementaires moyens (RoRWA)	2024	2023
Résultat net total (y compris intérêts minoritaires)	4 124	4 115
Actifs réglementaires (RWA) moyens	312 006	290 306
RÉSULTAT NET / ACTIFS RÉGLEMENTAIRES MOYENS	1,3 %	1,4 %

Crédits/dépôts	31/12/2024	31/12/2023
Crédits nets à la clientèle	527 104	521 951
Dépôts de la clientèle	482 741	481 095
CRÉDITS/DÉPÔTS	109,2 %	108,5 %

Taux de couverture sur créances douteuses	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3)	-7 873	-7 013
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 112	15 133
TAUX DE COUVERTURE SUR CRÉANCES DOUTEUSES	46,0 %	46,3 %

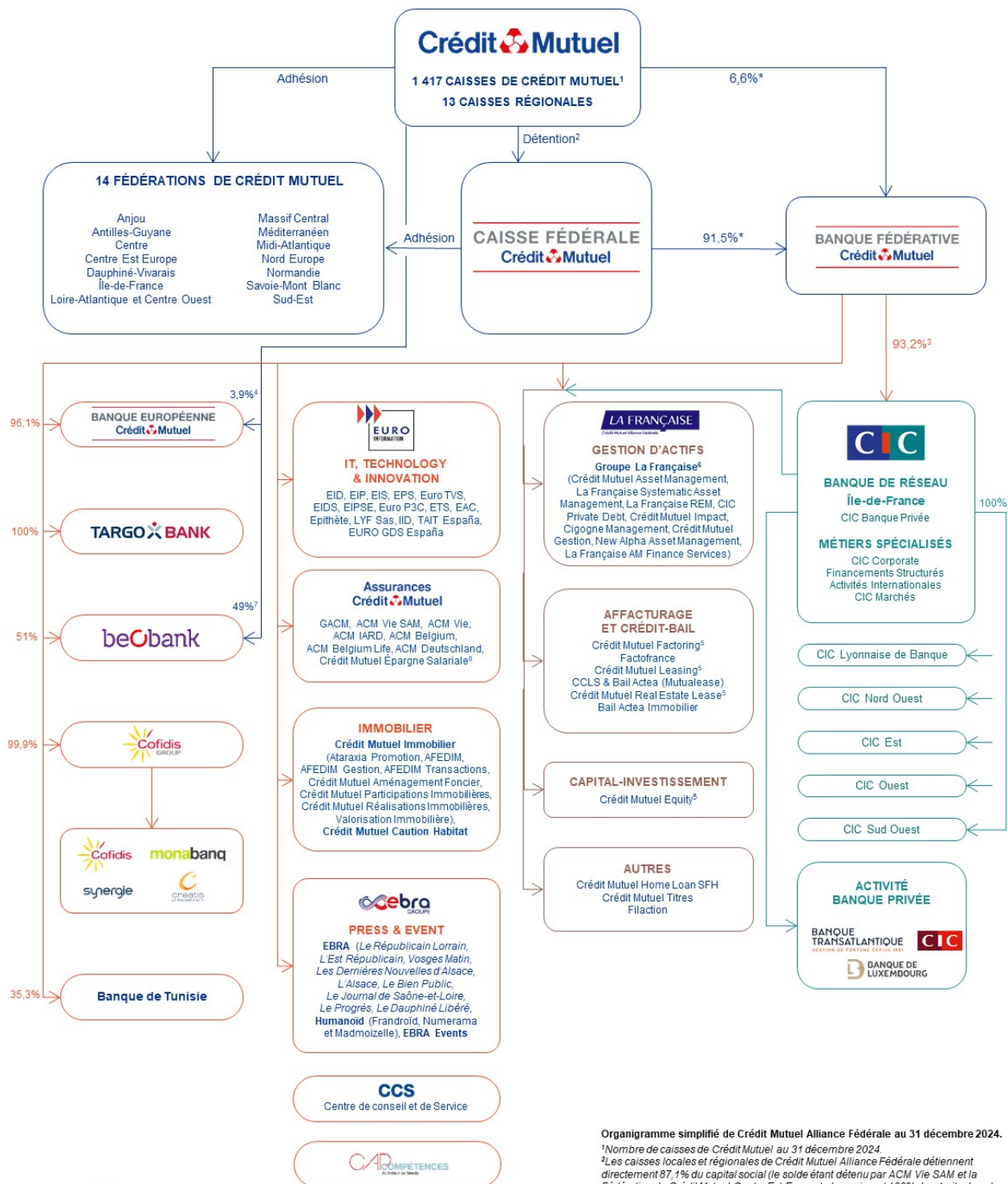
Taux de couverture global	31/12/2024	31/12/2023
Provisions pour dépréciations sur encours douteux (S3) et sains (S1 et S2)	-11 149	-10 103
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 112	15 133
TAUX DE COUVERTURE GLOBAL	65,2 %	66,8 %

Taux de créances douteuses	31/12/2024	31/12/2023
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle (S3)	17 112	15 133
Crédits bruts à la clientèle	538 253	532 054
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES	3,2 %	2,8 %

Coût du risque clientèle rapporté aux encours de crédits	31/12/2024	31/12/2023
Coût du risque total clientèle	-2 020	-1 241
Crédits bruts à la clientèle moyens	535 153	521 861
COÛT DU RISQUE TOTAL CLIENTÈLE RAPPORTÉ AUX ENCOURS DE CRÉDITS (EN POINTS DE BASE)	38	24

Résultat net / actifs moyens (ROA)	2024	2023
Résultat net	4 124	4 115
Actifs moyens	927 074	898 658
RENTABILITÉ DES ACTIFS (ROA)	0,44 %	0,46 %

7. Organigramme simplifié de Crédit Mutuel Alliance Fédérale



Organigramme simplifié de Crédit Mutuel Alliance Fédérale au 31 décembre 2024.

¹Nombre de caisses de Crédit Mutuel au 31 décembre 2024.
²Les caisses locales et régionales de Crédit Mutuel Alliance Fédérale détiennent directement 87,1% du capital social (le solde étant détenu par ACM Vie SAM et la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe) et quasiment 100% des droits de vote.
³Le solde étant détenu par Mutuelles Investissement.
⁴3,9% détenus par les Caisses Régionales du Crédit Mutuel Normandie et du Crédit Mutuel Méditerranéen.
⁵Filiales détenues majoritairement directement et indirectement par le CIC.
⁶Depuis le 1^{er} janvier 2024, filiale détenue à 60% par la BFCM et 40% par la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe.
⁷49% détenus directement par la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Nord Europe.
⁸Détention 85% GACM et 15% Groupe La Française.
⁹Le solde (1,9%) étant détenu par Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie (1,4%) et Crédit Mutuel Océan (0,5%).



Abréviée par la Fondation de France, la Fondation Crédit Mutuel Alliance Fédérale fédère, depuis mars 2021, l'ensemble des réseaux, filiales, collaborateurs et élus de Crédit Mutuel Alliance Fédérale autour d'actions de mécénat fortes et collectives sur deux domaines d'actions : la solidarité sur les territoires et la préservation de l'environnement.

8. États financiers de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

8.1. Bilan actif

(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales	86 611	97 504
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	40 177	33 853
Instruments dérivés de couverture	824	986
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	44 693	37 147
Titres au coût amorti	5 680	3 825
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	70 565	67 421
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	527 104	521 951
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-471	-2 086
Placements financiers des activités d'assurance	134 725	130 997
Contrats d'assurance émis – Actif	10	15
Contrats de réassurance détenus – Actif	284	312
Actifs d'impôts courants	1 738	1 662
Actifs d'impôts différés	1 345	1 131
Compte de régularisation et actifs divers	10 275	10 530
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	803	798
Immeubles de placement	313	311
Immobilisations corporelles	4 476	4 131
Immobilisations incorporelles	690	690
Écarts d'acquisition	2 367	2 351
TOTAL DE L'ACTIF	932 209	913 530

Afin de se conformer à la norme IAS 32 concernant la compensation des dérivés de couverture, les ajustements suivants ont été pris sur le 31 décembre 2023 :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat au 31 décembre 2023 (de 33 892 millions d'euros initialement) ont été ajustés de -39 millions d'euros (à 33 853 millions d'euros) ;
- Instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2023 (de 1 525 millions d'euros initialement) ont été ajustés de -539 millions d'euros à (986 millions d'euros) ;
- Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti au 31 décembre 2023 (de 66 843 millions d'euros initialement) ont été ajustés de 578 millions d'euros (à 67 421 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Valeur publiée au 31/12/2023	Ajustements	Valeur ajustée au 31/12/2023
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	33 892	-39	33 853
Instruments dérivés de couverture	1 525	-539	986
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	66 843	578	67 421

8.2. Bilan passif

(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	18	31
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	24 195	17 940
Instruments dérivés de couverture	1 636	2 003
Dettes représentées par un titre au coût amorti	166 552	150 692
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	33 129	50 034
Dettes envers la clientèle au coût amorti	482 741	481 095
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-15	-27
Passifs d'impôts courants	727	759
Passifs d'impôts différés	523	501
Compte de régularisation et passifs divers	15 491	13 958
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0	0
Contrats d'assurance émis – passif	124 807	119 184
Contrats de réassurance détenus – passif	0	0
Provisions	3 825	3 477
Dettes subordonnées au coût amorti	12 532	11 502
Capitaux propres totaux	66 048	62 379
Capitaux propres – Part du groupe	63 989	60 364
Capital et réserves liées	7 968	8 063
Réserves consolidées	51 884	48 172
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	194	188
Résultat de l'exercice	3 943	3 942
Capitaux propres – Intérêts minoritaires	2 059	2 015
TOTAL DU PASSIF	932 209	913 530

8.3. Compte de résultat

(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	36 608	32 259
Intérêts et charges assimilées	-27 827	-23 762
Commissions (produits)	6 457	6 203
Commissions (charges)	-1 650	-1 618
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	454	809
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	35	-159
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation des actifs financiers au coût amorti	0	0
Produits des contrats d'assurance émis	7 373	7 098
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	-5 847	-5 760
Produits et charges afférentes aux contrats de réassurance détenus	-74	-34
Produits financiers ou charges financières des contrats d'assurance émis	-4 335	-5 736
Produits financiers ou charges afférents à des contrats de réassurance détenus	7	3
Produits nets des placements financiers liés aux activités d'assurance	4 499	5 787
Produits des autres activités	1 633	1 609
Charges des autres activités	-721	-639
Produit net bancaire	16 610	16 060
dont Produit net des activités d'assurance	1 622	1 358
Charges générales d'exploitation	-8 486	-8 364
Dot/Rep sur amortissements et dépréciations des immos corporelles et incorporelles	-774	-810
Résultat brut d'exploitation	7 351	6 887
Coût du risque de contrepartie	-2 071	-1 296
Résultat d'exploitation	5 280	5 591
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	23	26
Gains ou pertes sur autres actifs	24	45
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-2	0
Résultat avant impôt	5 325	5 661
Impôts sur les bénéfices	-1 201	-1 546
Résultat net	4 124	4 115
Résultat – Intérêts minoritaires	181	174
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	3 943	3 942